

Un héritage de courage et d'amour

1873 -1973



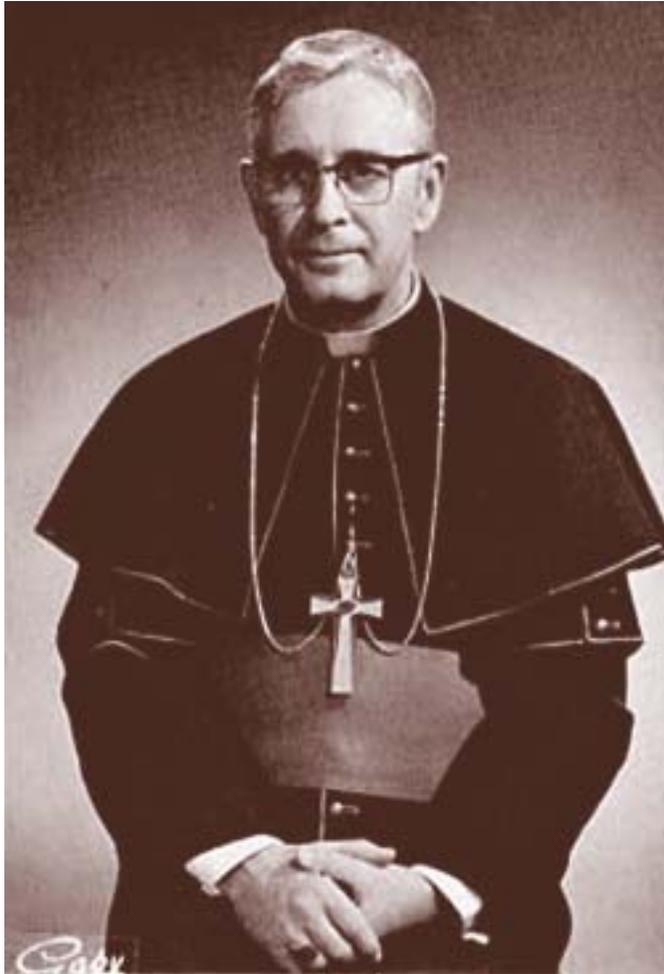
IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE VINGT EXEMPLAIRES
SUR PAPIER BYRONIC BLANC
RELIÉS DANS COUVERTURE RIGIDE DE BOUGRAN
ESTAMPÉS OR ET NUMÉROTÉS DE 1 À 20

ET TROIS MILLE EXEMPLAIRES
SUR PAPIER DE LUXE BOOK BLANC CRÈME
RELIÉS DANS COUVERTURE DE CHEVIOT BLANC IVOIRE

Ce recueil historique commémore les personnages et les événements qui ont contribué durant un siècle à l'édification d'une œuvre charitable et humanitaire. Le comité du centenaire de l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu est heureux de vous offrir ce modeste album souvenir.

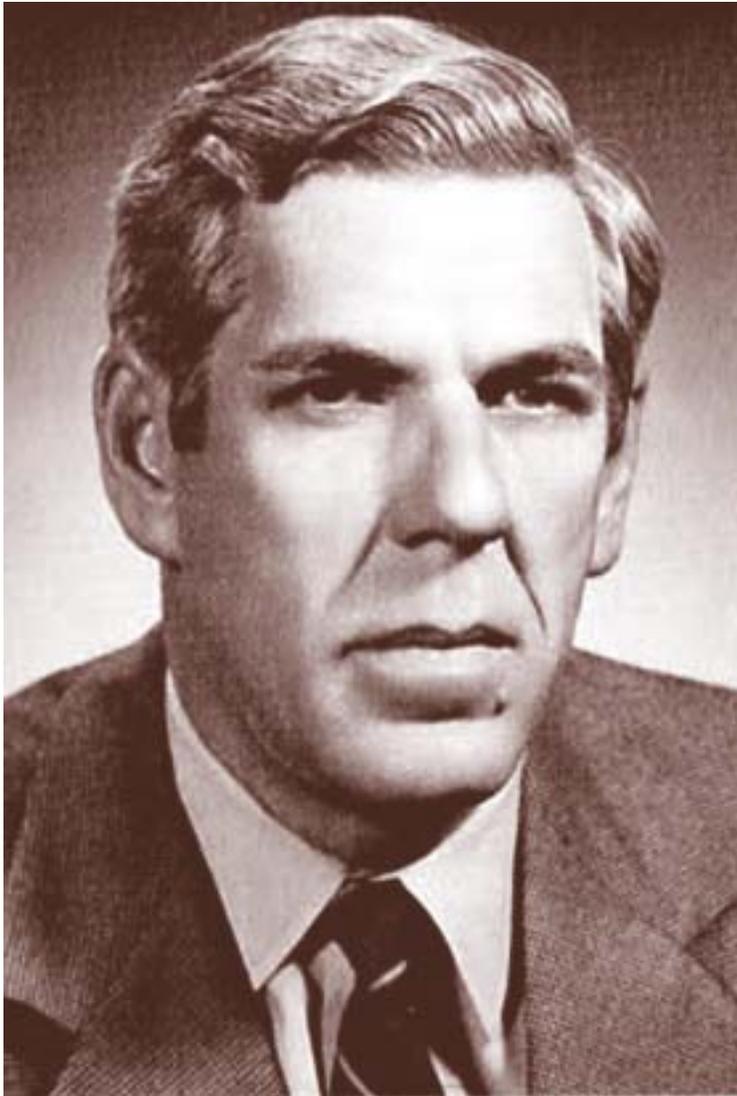
Un héritage de courage et d'amour
ou
La petite histoire de l'Hôpital
Saint-Jean-de-Dieu à Longue Pointe

1873 -1973



MGR PAUL GRÉGOIRE
Archevêque de Montréal
depuis le 20 avril 1966
PATRON D'HONNEUR DE L'ANNÉE CENTENAIRE

Dans notre métropole, un signe nous rappelle la fragilité de l'homme et aussi de ses possibilités de dévouement: l'Institut St. Jean-de-Dieu. Depuis cent ans, des êtres humains tragiquement atteints dans leur psychisme ont "leur" maison et d'autres, des centaines, mettent à leur pauvre compétence et dévouement. L'abîme de la souffrance appelle celui de l'amour. Ainsi, chaque homme est reconnu dans sa pleine dignité d'enfant de Dieu et de frère de tous - + Paul Grégoire
28-mars-1973. Archevêque de Montréal -



L'HONORABLE CLAUDE CASTONGUAY
Ministre des Affaires Sociales
PATRON D'HONNEUR DE L'ANNÉE CENTENAIRE

Québec, 29 mars 1973

Le Québec compte peu d'institutions
centenaires œuvrant dans le domaine de
la santé, particulièrement dans un secteur
aussi difficile que celui de l'Hôpital
St-Jean-de-Dieu. La santé mentale est
un bien qui nécessite à la fois un grand
dévouement de la part des personnes chargées
de la rétablir et un esprit de tradition
dans le bien-faire.

C'est pourquoi je désire rendre hom-
mage à tous ceux qui œuvrent, à quelque
niveau que ce soit, au sein de l'Hôpital
St-Jean-de-Dieu.



SŒUR GILBERTE VILLENEUVE
Directrice générale

Le Centenaire dont nous rappelons le souvenir en 1973 remonte aux années antérieures à la fondation de la Communauté des Sœurs de la Providence.

Le noyau de cette œuvre humanitaire découle d'un geste également humanitaire posé envers Monsieur Gamelin par un personnage que l'histoire nomme Dodais. En gage de reconnaissance, Monsieur Gamelin lègue à sa jeune épouse lors de son décès en 1827 le soin de ce cher "démuni" et c'est jusqu'à la mort de ce dernier que Madame Gamelin lui prodiguera sa tendresse et son amour.

C'est donc dire que le premier "assisté" de l'œuvre des défavorisés devint pour nous, Sœurs de la Providence, la pierre angulaire de ce monument gigantesque, l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, que notre siècle a vu s'élever d'une façon extraordinaire.

Ce vaste hôpital est un témoignage éloquent du dévouement inlassable, d'un amour désintéressé de centaines de nos sœurs qui y ont passé leur vie. Mais pour accomplir cette immense tâche, des équipes nombreuses ont secondé nos sœurs depuis 1852.

C'est en mon nom, en celui des membres du Conseil général et en celui de la Communauté des Sœurs de la Providence que j'offre l'expression d'une vive et profonde gratitude au personnel de direction, de l'administration,

des services professionnels, de la pastorale, du bénévolat, au personnel hospitalier tout entier pour la loyauté et le support admirables qu'ils ont apportés à la réhabilitation de ces malades.

Le souhait que je formule au début de ce siècle qui s'ouvre, siècle prometteur d'une évolution scientifique de plus en plus accentué, est que cette évolution trouve toujours sa réalisation dans les soins prodigués aux patients avec une CHARITÉ COMPATISSANTE qui fut le leitmotiv de notre Mère fondatrice, Mère Emilie Gamelin.

S. Gilberte Villeneuve



MÈRE CÉCILE FOURNIER,
Supérieure générale

En ce centième anniversaire de l'ouverture officielle de l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu ma pensée se reporte d'abord aux ouvriers et ouvrières de la première heure surtout à Monseigneur Ignace Bourget et à Mère Thérèse-de-Jésus, pour louer leur courage intrépide, leur foi en la Providence et leur souci de répondre à un besoin réel du temps dans la jeune église de Montréal.

Ma gratitude va ensuite à tous ceux et celles qui se sont incarnés à leur suite dans le milieu pour mieux servir celui qui a droit à notre respect, à notre amour, à nos soins compétents.

Chers malades je veux que votre hôpital devienne pour vous une certaine fontaine de Jouvence où vous retrouverez santé, paix et joie. C'est dans ce but que je sollicite l'active participation des autorités gouvernementales et la collaboration continue de tout notre personnel et de la population que nous nous faisons un honneur de servir.

*Mère Cécile Fournier, S.P.
supérieure générale*

UNE NAISSANCE

“Autant que les misères et les malheurs,
toutes les promesses d’un renouveau se sont
donné rendez-vous vers 1840”.

Lionel Groulx

Presque la fin du printemps. La boue des rues s’assèche déjà. Montréal revit... mais bien lentement. Ce jour-là, le 16 mai 1842, les plus beaux attelages sont rangés, rue Saint-Paul, devant le marché. C’est qu’il y a bazar à l’hôtel le plus huppé de la ville, le Rasco.

Tant de monde, c’est quand même inhabituel. Depuis qu’à l’hiver 1829, des « dames anglaises » avaient lancé au Masonic Hall ce qui semble la première fête de charité du genre, il est de mode aujourd’hui de convier ses amis au bazar.

À un tel point que l’événement est devenu anodin. « La Minerve » concède bien, alors, « qu’on ne peut qu’approuver ce moyen d’apporter du soulagement aux pauvres... » Et les bazars poussent comme des champignons. Mais cette fois, les grands de Montréal sont de l’organisation : les Gamelin, les Gauvin, les Lévesque et même madame Louis-Hippolyte Lafontaine...

Un succès! Pourtant les Montréalais « ont la tête ailleurs ». Louis-H. Lafontaine vient de rentrer d’exil de Paris. Il est rumeur d’élections prochaines et les journaux sont remplis de pamphlets. Londres vient de déléguer un nouveau gouverneur pour appliquer plus fermement l’Acte d’Union qui ne semble pas satisfaire beaucoup de monde.



Jean-Baptiste Gamelin succombait le 1^{er} octobre 1827 à une longue maladie et laissait un legs étrange à sa femme, la jeune Emilie Tavernier. Il s'agissait du "pauvre idiot Dodais" dont elle devait jusqu'à la mort pourvoir à l'entretien. Dodais avait sauvé la vie de M. Gamelin il y avait de ça une dizaine d'années mais nous ne connaissons ni ses nom et prénoms véritables ni les dates de sa naissance et de sa mort. Si l'on en doit croire la tradition, il ne dépassa pas l'âge de trente ans et mourut très probablement au cours de l'année qui suivit la mort de M. Gamelin.

Le jeune évêque, Ignace Bourget, n'est plus très sûr de la position de son Église dans ce nouveau Canada. Il manque de personnel et doit faire face aux campagnes de recrutement intensives des protestants.

Pourtant on aura amassé quand même la somme de 500 livres, disent les chroniques du temps, au profit d'un refuge qu'on voudrait construire pour « les pauvres, les malheureux et les ignorants ».

Une assez drôle d'aventure pour laquelle le grand Montréal se déplace ce printemps-là.

L'idée en venait surtout de ce que l'époque appelait une « dame de qualité », la veuve d'un riche marchand montréalais qui s'était fait connaître comme l'ange des prisonniers politiques durant les guerres civiles de 1837-1838. Madame Gamelin, c'était son nom, avait depuis longtemps jeté tout son avoir dans de petits hospices qu'elle avait installés tour à tour rue Saint-Laurent, puis rue Saint-Philippe. Mais, depuis 1836, elle avait emménagé à l'angle Saint-Hubert et Sainte-Catherine, avec vingt-quatre vieilles protégées, dans une maison depuis quelque temps abandonnée, nommée « la maison jaune, autrefois rendez-vous des garnements de la ville ».

Madame Gamelin est convaincue et une sorte de sympathie publique entoure son œuvre. Depuis quelques années, un cercle anonyme de parents et d'amies s'est formé autour d'elle; on a même

La maison de madame Gamelin, en 1823, était située au numéro 3 de la rue Saint-Antoine. Mme Gamelin avait installé Dodais et la mère de ce dernier dans la maisonnette attenante à son jardin où elle les visitait souvent. Elle aurait vendu une partie des vergers qu'elle y possédait en 1828 après la mort de Dodais et de son dernier enfant âgé de 22 mois.



formé une corporation* et décidé de trouver un terrain pour y construire un asile bien équipé.

Aussi, lorsque les voitures s'ammassent près de l'hôtel Rasco ce jour-là, depuis longtemps les Montréalais en savent la raison. L'évêque déjà s'était vivement intéressé à l'aventure de madame Gamelin. Il avait annoncé l'année précédente qu'il se rendrait visiter lui-même les fidèles de la ville « afin de recommander à leur charité l'asile de la Providence. »

Cet asile pour lequel même les enfants organisent spontanément des mini-bazars en vendant des « tabliers, des bonnets et des trousseaux de poupées », est un besoin véritable à la Ville-Marie. Monseigneur Bourget en avait officiellement encouragé la création dans un mandement daté du 6 novembre 1841:

« ...nos regards se tournant vers les établissements de charité qui existent à Ville-Marie, nous y voyons la consolation des hospices nombreux, ouverts pour les malades et les infirmes, pour la vieillesse et l'enfance délaissées; mais nous sommes obligé de reconnaître que, par leur nombre ou leur objet, ils ne répondent pas encore à tous les genres de besoins, ni à toutes les classes de malheurs et d'infortunes.

* L'Association se composait de douze membres : mesdames Gamelin, F. Tavernier, N. Nowlan, P. J. Lacroix, A. Cuvillier, M. Delisle, D. B. Viger, J. Perreault, E. Fabre, D. S. Delorme et les demoiselles Madeleine Durand et T. Berthelet.



La maison jaune fut le berceau véritable de l'œuvre. M. Olivier Berthelet, riche financier de Montréal, en avait fait l'acquisition lorsque, le 24 mars 1836, il visita le refuge de Mme Gamelin situé rue Saint-Philippe. L'une des malades lui dit: "Vous qui avez des maisons, vous pourriez nous en donner une!" La réponse ne se fit pas attendre. Assez spacieuse mais délabrée, la maison jaune — ainsi appelée à cause de sa couleur — fut réparée aux frais du donateur.

Nous songeons spécialement aujourd'hui à fonder parmi vous et par vous un établissement stable et pieux qui soit un asile assuré pour toutes les personnes atteintes d'infirmité ou de souffrance, d'ignorance ou de pauvreté,...

Montréal a répondu et la construction de l'asile progresse allègrement en 1843 quand l'Évêque qui voulait le confier aux Filles de la Charité de Paris, apprend que ses négociations avec ce groupe n'ont pas abouti. Le contretemps est d'autant plus fâcheux que l'asile sera bientôt prêt et qu'il y faudra des hospitalières. Sans hésitation, Mgr Bourget prend l'étonnante décision de fonder une communauté d'ici, à Montréal.

Il lance un appel d'urgence et les sœurs de la Providence seront bientôt vite connues en ville. L'imagerie populaire les fera surtout voir auprès des victimes de l'épidémie de choléra qui fait quelque 600 morts dans la région en 1849. Elles s'occuperont des deux hôpitaux de fortune ouverts pour l'occasion par la municipalité et surtout courront les rues au secours des malades désertés par leurs voisins effrayés.

Un mois après l'appel de leur évêque, le 24 mai, sept novices recrutées de Rivière-du-Loup-en-Haut jusqu'à Chambly, quittent la maison jaune avec leurs protégées pour enfin habiter l'asile dont on avait rêvé si longtemps.



Fils de Pierre Bourget et Thérèse Paradis, né à Lévis le 30 octobre 1799, il reçoit le prénom d'Ignace. Devenu prêtre en 1822, il succède à Mgr Lartigue et devient évêque de Montréal le 23 avril 1840. Soutien inestimable de madame Gamelin, Mgr Bourget est le père véritable de l'Œuvre.

Ce n'est que le 8 septembre 1876 que Mgr Bourget fera parvenir son dernier mandement aux diocésains annonçant sa retraite, touché par une grave maladie.

Le petit groupe n'est pas riche et heureusement, l'hospice reçoit des victuailles de toutes parts. «On les accommode de diverses manières afin de masquer toute apparence de rebuts. De ces combinaisons surgissent divers ragoûts et fricassées dont seul le vieil asile conserve les recettes authentiques». Ces apports des hôtels et des familles de la région demeurent insuffisants; il faut y ajouter.

Et c'est la tradition des longues sauces, des sagamités (bouillie au maïs), des grands-pères à l'eau, de la soupane (bouillie de farine d'avoine) sucrée à la mélasse et de la délicieuse confiture de carottes.

Il y a aussi les régals saisonniers auxquels tient madame Gamelin. Elle fait servir des beignes à Noël et au Jour de l'an, des crêpes, le Mercredi des Cendres et des omelettes pour le déjeuner de Pâques. On trouve les «toques et les trempettes» d'usage au temps des sucres et à toutes périodes de l'année dans toutes les salles, il y a des réserves de douceurs qu'on appelle «paparmanes»*.

Chaque jour, madame Gamelin part à travers la ville afin de procurer à son petit monde ce dont il a besoin. Elle connaît bien les propriétaires des hôtels de la ville... Citons le témoignage du fils d'un de ceux-là, Joseph Richard :

«Mon père avait chevaux et voitures pour les besoins de son industrie. Comme il était plus riche en matériel qu'en argent, il faisait sa part d'aumône en mettant au service de Mme Gamelin, pour ses quêtes, un cheval d'assez bonne mine et une voiture à l'avenant.

* pastilles de menthe



Mgr Bourget s'intéressait beaucoup à l'Asile de la Providence. Il bénit ici les sept premières novices de la communauté nouvelle. Le lendemain de la prise d'habit, lorsque les novices s'étaient rendues à la cathédrale, la nouveauté de leur costume avait donné lieu à divers commentaires: "Madame Gamelin n'avait pas assez de folles, en voilà d'autres" et l'on haussait les épaules de pitié.

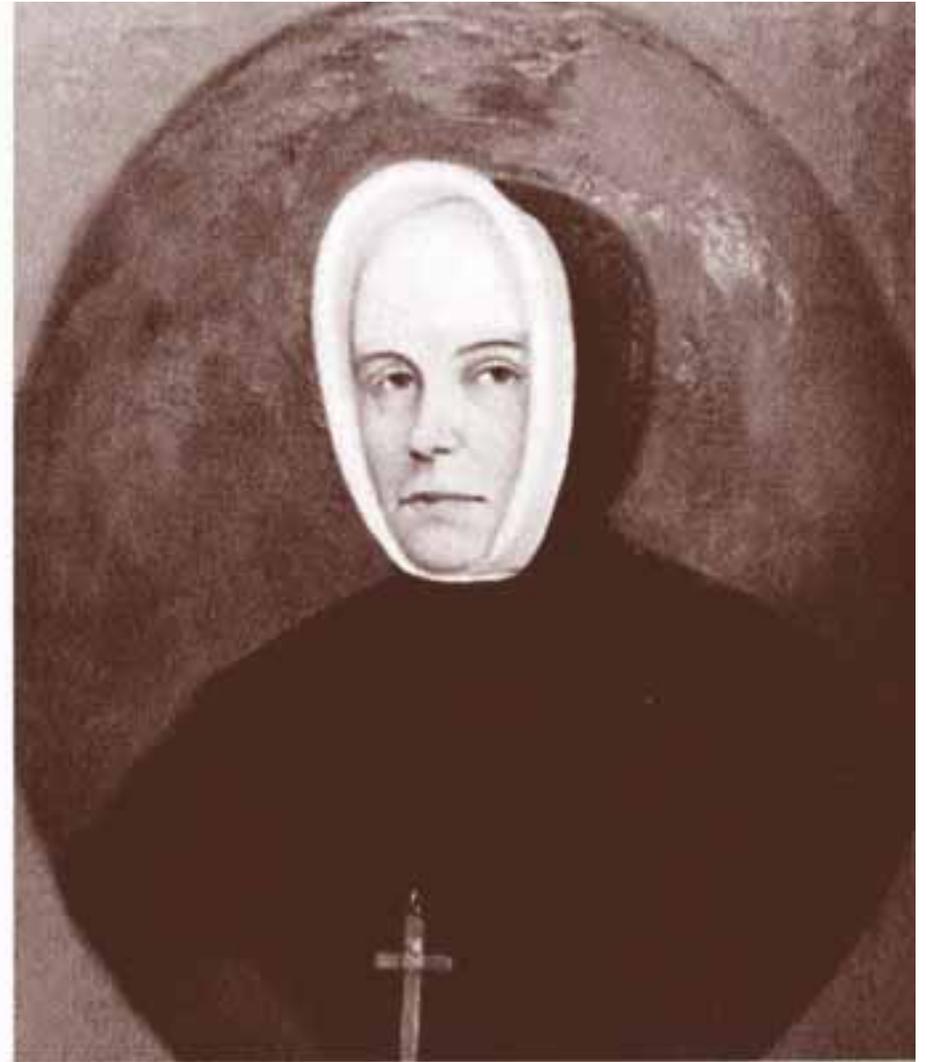
J'étais toujours chargé de conduire cette voiture. Nous nous mettions en chemin, marchant à côté de la voiture et nous nous arrêtons ici et là. Lorsque j'avais passé une journée à cette besogne, je me sentais rompu. Je ne comprends pas encore comment Mme Gamelin pouvait supporter tant de fatigues... »

Très tôt, à l'asile, on doit aménager une salle baptisée Saint-Jean-de-Dieu, pour recevoir « les idiots et les infirmes les plus pitoyables ». Les chroniques d'époque notent la « crainte qu'inspirait la vue de ces malheureuses ».

Aussi, quand mère Gamelin devenue religieuse entretemps, décide en 1850 de faire un voyage à Baltimore, c'est pour y voir comment fonctionnent les établissements pour aliénés.

Sa mort en 1851 n'arrêtera pas chez ses sœurs l'idée de poursuivre ici l'établissement d'une maison de ce genre.

Cette peinture fut faite en 1843 par Vital Des-Rochers et offerte aux novices de la Providence le 20 avril par M. P. J. Lacroix. Mme Gamelin, assure la tradition, avait posé à contre-cœur. "Ce portrait fut d'ailleurs trouvé réussi". Celui de droite est une adaptation faite plus tard lors de la prise d'habit de Mme Gamelin car, devenue religieuse, elle ne pose plus jamais.



LA LONGUE POINTE

La jeune corporation des «Dames de la charité» possédait déjà une ferme au village de la Longue Pointe. Cette ferme leur était advenue dans des circonstances assez curieuses. En 1841, Nicolas Désautels dit Lapointe avait «dans un but charitable» légué à la fabrique une terre située à vingt arpents du village. Monseigneur Bourget avait baptisé la propriété ferme Saint-Isidore mettant cette nouvelle mission sous la protection du patron des... laboureurs et la confiait aux sœurs de la Providence.

Les sœurs y avaient installé une classe pour les enfants du village et y avaient surtout établi une école pour sourdes-muettes reconnue à travers le Canada entier.

Mais, les villageois préférant l'école plus près du village, la ferme était devenue libre. Vu qu'il n'y avait aucun établissement hospitalier pour les aliénés dans le district de Montréal (Saint-Jean-Dorchester n'a été ouvert qu'en 1861), les pressions se firent assez fortes pour que les sœurs fassent rapidement aménager en 1852 des «loges ou cellules» dans les bâtiments de leur ferme. La communauté ne disposait pas de ressources suffisantes pour créer de toutes pièces un hospice. On ajouta bien quelques annexes mais ça demeurerait une installation fort primitive où dortoir et réfectoire constituaient souvent la même pièce. Ces raisons ne permirent jamais d'avoir à la ferme beaucoup de malades et jusqu'en 1856, heure d'un autre déménagement, le nombre des aliénés fut seulement de 17 à 20.



Mère Gamelin au milieu de ces protégées en 1844. Cette sérénité devait être la même en 1838 quand, même si plusieurs de ses parents fussent au nombre des patriotes compromis, Mme Gamelin pouvait visiter les prisonniers politiques en toute liberté. Un jour, elle reçoit chez elle un fonctionnaire qui lui demande si elle cache des armes dans sa maison. "Mais oui, et les voici", répond-elle vivement en ouvrant la porte d'une salle remplie de ses vieilles protégées.

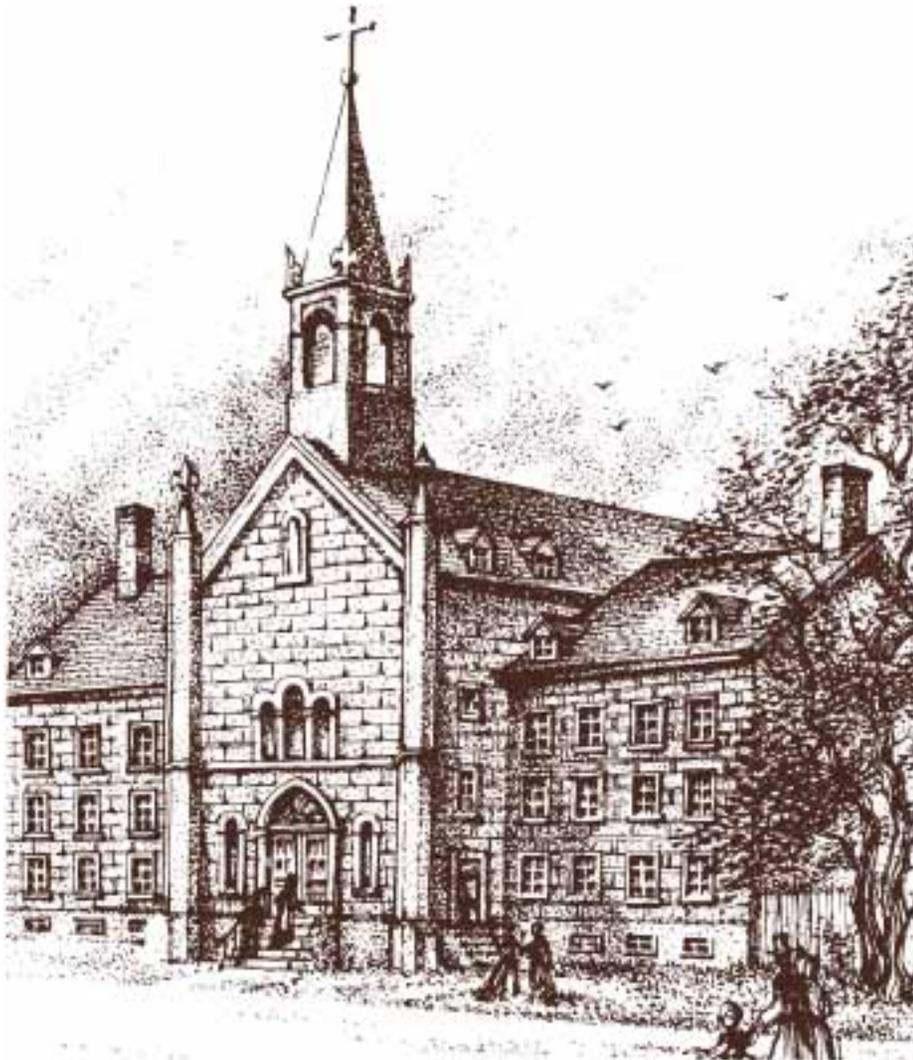
Au village même, il avait été confié entretemps aux sœurs une propriété où on avait bâti un couvent qui servait d'école communale. En 1856, on décida, dans un but d'économie et aussi pour donner aux pensionnaires une meilleure installation, de les transporter à ce qui s'appelait le couvent Saint-Isidore.

La petite ferme, aujourd'hui, n'existe plus. Ces bâtiments ne furent plus jamais occupés et les constructions qui s'élevaient sur le bord du fleuve près de la route qui menait au Bout-de-l'Île ont été détruites, partie en 1862, partie en 1886, les matériaux utilisables employés à élever au couvent un nouveau bâtiment pour les aliénés.

Le couvent était du reste mieux approprié pour y soigner les « quelques 20 à 25 patients qui avaient chacun une chambre spéciale ». C'était une maison partie en bois, partie en pierre, faisant face au Saint-Laurent, de même style que toutes ses voisines, mêmes volets verts, même pierre de granit sombre. La cour était celle d'une ferme, avec sa vacherie, ses remises, sa porcherie et les poules qui s'y ébat- tent en liberté.

Le bucolisme d'un tel établissement ne permettait quand même pas de réunir toutes les conditions idéales. On rêvait d'un véritable hospice.

Le curé du village, Jean-Baptiste Drapeau, disait souvent aux sœurs en parlant d'une propriété voisine, la terre Vinet: « Il vous faut absolument cette terre; votre œuvre des aliénés va grandir; avec le temps, la petite maison ne vous suffira plus; vous aurez besoin de vastes bâtiments. »



L'Asile de la Providence

La construction de l'asile fut retardée à quelques reprises. Au milieu des travaux, une aide inespérée vint accélérer les activités du chantier: une dame Quévillon résidant à l'Île-Jésus, offrit à la Corporation de l'Asile la somme de 8,000 francs, moyennant une rente annuelle viagère au taux de dix pour cent. Les dons affluèrent et l'asile hébergea jusqu'en 1852 les déficientes, protégées des "petites sœurs de la Providence". La messe d'inauguration au nouveau refuge avait été chantée le 1^{er} mai 1843.

Le curé achète l'immense terre de 166 arpents, trouvant 3,000 dollars la veille même du jour de la transaction grâce à un don d'une certaine marquise de Bassano, Mlle Clara Symes. C'était en 1868.

«C'est une belle terre». Le bon curé y avait vu prophétiquement un grand asile à l'endroit même où il serait construit sept ans plus tard.

LA VIE

En 1873, l'asile de Beauport est devenu par trop insuffisant pour le « grand nombre d'infortunés que l'on était obligé d'y envoyer ». Le gouvernement s'en émeut officiellement et veut installer un hospice dans la région de Montréal. Les sœurs de la Providence ont eu d'assez bons résultats au couvent Saint-Isidore, elles sont les seules qui pourraient se charger du défi.

Le 4 octobre, devant le notaire public Jean-Alfred Charlebois, à Québec, Gédéon Ouimet, premier ministre et secrétaire de la province, signe une entente avec « sœur Cléopée Têtu, en religion Thérèse-de-Jésus, dépositaire et trésorière de la Corporation dite des sœurs de l'asile de la Providence de Montréal. »

Par cet acte, les sœurs s'engagent pour cinq ans à « loger et recevoir dans leur établissement pour le district de Montréal des personnes idiotes de l'un et l'autre sexe, qui pourraient leur être confiées par le gouvernement, de les nourrir, vêtir, entretenir... »

Dès le 25 octobre, on reçoit les premiers malades : deux hommes et trois femmes. Deux jours plus tard, 34 patients arrivent à Longue Pointe de Dorchester et le 7 novembre enfin, 38 malades viennent de Beauport. Le couvent est manifestement trop petit. Les sœurs doivent louer en ville des bâtiments inoccupés depuis plusieurs années, des casernes militaires dont l'hôpital et la prison dits d'Hochelaga. Les sœurs y avaient déjà soigné des centaines d'immigrants irlandais atteints du typhus dans les années 1847-1848.



Sauvevant Jean Alfred
Charlebois Notaire Public pour cette
partie de la Province de Québec et pour
la Province de Québec, résidant en la Cité
de Québec, susdite.

Vient présent
S. Honorable Edouard Lacombe
notaire résidant en la Cité de Québec
Président du Tribunal de la Pro-
vince de Québec, en vertu d'une procuration
par lui en vertu de l'arrêté de Sa
Majesté dans la Province de Québec
démontrent autrui et est affixé par lui en
vertu de la loi de la Province de Québec
du mois de Septembre dans l'acte de la
première partie.

Ce bon blanchir l'acte
en religion sous le sceau de l'acte de l'acte
en vertu de la Corporation dite
"Les Amis de l'École de la Providence
de Montréal", domiciliés en la Cité de
Montréal, représentant pour l'acte de l'acte
puisque la dite Corporation est dite "Les
Amis de l'École de la Providence de
Montréal".

Le contrat du 4 octobre 1873.

Tous les aliénés de sexe masculin s’y installent, les patientes devant seules demeurer au couvent Saint-Isidore. Quand, en 1875, les honorables Ouimet, Church, Beaubien et David font une visite aux casernes, un journaliste, à son étonnement, signale dans «Le Nouveau Monde» la grande propreté de ces locaux de fortune.

Mais ces lieux étaient pleins à craquer. On soigna à Hochelaga jusqu’à 112 patients. Il fallait bien construire un asile. Sans donation ni souscription, sœur Thérèse-de-Jésus allait foncer. Elle part avec un architecte, Benjamin Lamontagne, aux États-Unis y voir des modèles de ce genre de maisons. De retour, elle adopte un plan semblable à l’établissement de Mount Hope près de Baltimore.

Commencés en avril 1874, les travaux étaient terminés en 16 mois et quelque 112 pensionnaires dorment le soir du 20 juillet 1875, à Longue Pointe, sur la terre Vinet à l’asile qui s’appellerait désormais Saint-Jean-de-Dieu.

En raison des frais encourus pour la construction de l’édifice, le gouvernement consent à passer un second contrat qui engage désormais les parties pour une durée de 20 ans, sans toutefois augmenter la minime pension des aliénés alors fixée à «cent piastres par tête». Et le 30 juillet, la Reine Victoria représentée par l’honorable Boucher de Boucherville, premier ministre du conseil exécutif du gouvernement, signe cette seconde entente avec sœur Thérèse-de-Jésus.

Les casernes d'Hochelaga furent occupées dès le 7 novembre 1873. On y soigna jusqu'à cent douze patients et on commença à y "établir une classification des patients, selon la gravité de leur maladie, à séparer les idiots des déments ; on plaça les premiers dans la maison dite des officiers. Cette amélioration facilita le classement ultérieur des pensionnaires dans l'hospice qu'on allait bâtir."

(A. Bellay — 1892)

"Les chambres, dans chacune desquelles se trouvent deux lits, sont très bien éclairées et le système de ventilation en usage dans l'établissement est parfait."

Le Nouveau Monde, 1875



Cette femme est d'une force incroyable. Elle était la fille d'un notaire de Saint-Hyacinthe, Jean-François Têtu, et avait mené, jeune, des entreprises de haute aventure. Après avoir dirigé, en 1849, un groupe qui s'était occupé des malheureux immigrants irlandais, elle avait administré tour à tour une institution de charité à Burlington, Vermont, États-Unis, et une autre à Valparaiso, Chili. Rentrée au pays en 1863, elle entreprend maintenant une œuvre imposante.

Les nouveaux bâtiments sont vastes pour l'époque. L'ensemble est vraiment grandiose avec ses allées d'ormes et de platanes même si l'immeuble est très simple de décoration.

Nous citons le rapport présenté par sœur Thérèse au gouvernement en 1881 :

«Le corps principal de l'Hospice, et au front duquel se trouvait la porte centrale, avait 160 pieds de longueur par 60 pieds de largeur. Il était uni par deux ailes de chaque côté à deux autres corps de logis qui avaient chacun, 125 pieds de longueur par 45 de largeur. Les ailes (...) avaient cinq étages, les rez-de-chaussée et les mansardes. Toutes ces constructions étaient en brique avec frise et rez-de-chaussée en pierre de taille.»

Il y avait là sept parloirs, une procure avec voûte de sûreté, une chapelle, une pharmacie, «79 chambres privées, 27 salles, deux infirmeries, 23 réfectoires, 51 dortoirs, 150 cellules, une cuisine comprenant deux étages et cinq dépenses.» Les services de buanderie, les appareils de chauffage avec les huit fournaies et la ventilation sont d'avant-garde.



Sœur Thérèse-de-Jésus est morte le 22 novembre 1891. Un journal d'époque dit: "Elle a fait honneur à tout le peuple, elle était douée d'une grande piété, d'un jugement judicieux et d'un courage capable de vaincre les difficultés les plus insurmontables."

Née Cléopée Têtu, devenue religieuse à 20 ans, elle avait beaucoup voyagé, fondant des établissements jusqu'au Chili.

C'est elle qui signe l'entente avec le gouvernement le 4 octobre 1873 et qui est la fondatrice officielle de l'Hospice Saint-Jean-de-Dieu.

Les aménagements intérieurs se complètent toujours sous l'impulsion de sœur Thérèse. On installe en 1878 un système de cornets acoustiques pour communiquer entre départements. Dès 1889, la lumière électrique est inaugurée : 700 lampes remplacent enfin l'huile et la cire; la presse montréalaise est invitée à cette grande première.

La population de ce presque village ne cesse d'augmenter :

	hommes	femmes	
1875	156	252	408
1880	314	412	726
1885	453	498	951
1889	612	634	1,246

À lui seul, l'établissement de la Longue Pointe dépasse en peu de temps, par le chiffre de ses pensionnaires, toutes les autres maisons réunies.

Professeur à l'Université de Paris, Claudio Jeannet écrit dans son livre, «Les États-Unis contemporains» (1876): «J'ai eu l'honneur de visiter l'établissement des aliénés de la province de Québec et j'emporte le meilleur souvenir de l'organisation de cet établissement qui est à la hauteur de tous les progrès de la science.»



LE PREMIER HOSPICE ST-JEAN DE DIEU
Construit en 1874. Detruit par le feu le 6 Mai 1890.

Avant de prendre la charge de médecin-chef de l'hospice, M. Edmond Bourque est envoyé à Paris aux frais de l'établissement afin d'étudier les meilleures méthodes de traitement. En 1889, sœur Thérèse et les médecins Bourque et Barolet passent trois mois à visiter les « asiles les plus récents d'Angleterre, d'Écosse, de la Belgique, de la France et de l'Italie ». Ils en reviennent, convaincus que le Québec « n'est pas en retard du reste du monde, loin de là ».

Elle avait tout de même remarqué certains établissements, en Belgique surtout, dont le système des pavillons séparés prévalait sur celui des grandes constructions. Mais elle ajoute dans son rapport : « En Amérique, ce genre est impraticable : le chauffage de pareille étendue coûterait à lui seul un prix énorme. Nos tempêtes de neige rendraient les communications impossibles ; il faudrait une cuisine séparée pour chaque pavillon ; tout le service serait doublé. »

Enfin, elle rentre le 26 août et est reçue en soirée par tous ses protégés. Plus de mille deux cents lanternes vénitiennes dans les arbres du parterre, plus de trois cents drapeaux et oriflammes, c'est féérique. Une des plus grandes joies de sa vie.

Elle sera atteinte par l'influenza au mois de décembre et sera encore au lit quand le 6 mai 1890, à onze heures trente-cinq, l'incendie qui devait détruire l'asile de la Longue Pointe se déclare au troisième étage, dans un placard.



Ce carrosse servait à plusieurs fins, surtout lorsque de "grands visiteurs" passaient par le "petit village". En 1876, on rapporte qu'il servait au défilé de la Saint-Jean dans les rues du village de la Longue Pointe.

Le vent souffle du nord-ouest et ramène les flammes vers les salles occupées par les femmes. On dénombre 86 victimes tant gardiennes que patientes. Aucun disparu parmi les hommes. L'ampleur des flammes rend inutiles les pompes et les réservoirs intérieurs que possède l'asile. On ne songe qu'à sauver les malades. Des employés, des médecins, des sœurs cherchent des survivants affolés à la lueur des flammes qui dévorent les plafonds.

À seize heures, il ne reste de l'immeuble que des pans de murs calcinés et des ruines fumantes. On n'avait réussi qu'à défendre quelques annexes comme la buanderie et les bâtiments de service.

Les 1200 réfugiés furent dispersés qui à la maison de campagne des Jésuites, qui chez des villageois de Longue Pointe, qui à l'asile de Verdun, qui encore à la maison mère des sœurs de la Providence. Plusieurs, chose facile à comprendre dans un tel désarroi, « courraient la campagne » encore plusieurs années plus tard, du moins l'a cru l'opinion populaire.

Les journaux publient des textes où l'on parle de « désastre absolu, effrayant ». L'évêque, monseigneur Laflèche, ordonne une quête pour le 1^{er} juin dans toutes les églises du diocèse des Trois-Rivières. Les dons en nature affluent de tous les villages. On organise des concerts et des représentations dramatiques dont les recettes sont destinées aux incendiés.

LE MONDE ILLUSTRÉ

ABONNEMENTS :

Un an, \$3.00 - - - - Six mois, \$1.50
Quatre mois, \$1.00, payable d'avance
Vendu dans les dépôts - - 5 centes la copie

7ÈME ANNÉE, No 315.—SAMEDI, 17 MAI 1890

BERTHIAUME & SABOURIN, PROPRIÉTAIRES,
BUREAUX, 40, PLACE JACQUES CARTIER, MONTREAL.

ANNONCES :

La ligne, par insertion - - - - 10 centes
Insertions subséquentes - - - - 5 centes
Tarif spécial pour annonces à long terme



VUE PRISE DU CÔTÉ NORD MONTRANT LA RUANDRUE



LA FACADE.—VUES PRISES LE LENDEMAIN DE L'INCENDIE
TERRIBLE INCENDIE DE L'ASILE SAINT-JEAN DE DIEU, A LA LONGUE-POINTE
Photographies Larin.—Photo-gravures Armstrong



1. Vue générale de l'édifice après l'incendie. — 2. Vue du bâtiment où ont été internés les fous pendant l'incendie. — 3. Vue prise en arrière de l'édifice.
TERRIBLE INCENDIE DE L'ASILE SAINT-JEAN DE DIEU, A LA LONGUE-POINTE. — LES RUINES

Neuf jours après le sinistre, sœur Thérèse prépare les plans de quatorze pavillons temporaires sur le modèle de ceux qu'elle a vus en Europe l'année précédente. On les baptisera : « pavillons rouges ».

Le gouvernement, attentif, n'a qu'à laisser à l'initiative de cette femme extraordinaire l'œuvre de reconstruction. En trois mois, tout est achevé et en état de recevoir les pensionnaires. Cette rapidité tient du prodige; 200 ouvriers y travaillent.

Le plan est simple, d'une exécution facile. Sœur Thérèse tente de résoudre les objections qu'elle avait admises tout d'abord à l'étude de ces plans européens. On étudie pour les quatorze pavillons un système de chauffage plus efficace, huit chaudières séparées, et une isolation assez inhabituelle. De fait, l'extérieur des murs est entièrement recouvert de feuilles métalliques parfaitement jointes qui doivent constituer une sorte d'armure contre le froid et l'humidité et même combattre le feu. Ces revêtements sont peints en rouge et l'imagination populaire aura tôt fait de les baptiser « les pavillons rouges ».

On a aussi décidé d'assurer les communications entre les pavillons par d'immenses corridors d'une longueur de sept cents pieds, ce qui permettra dorénavant l'installation d'une seule cuisine et d'une seule pharmacie.

Et les plans européens sont devenus québécois : un grand corridor aide à combattre l'hiver, mais, l'été, les malades ont maintenant la « libre disposition des parterres plantés qui se trouvent devant chacun de leurs pavillons ».

Tel était l'aspect qu'avaient les "pavillons rouges" de deux étages imaginés par sœur Thérèse-de-Jésus.

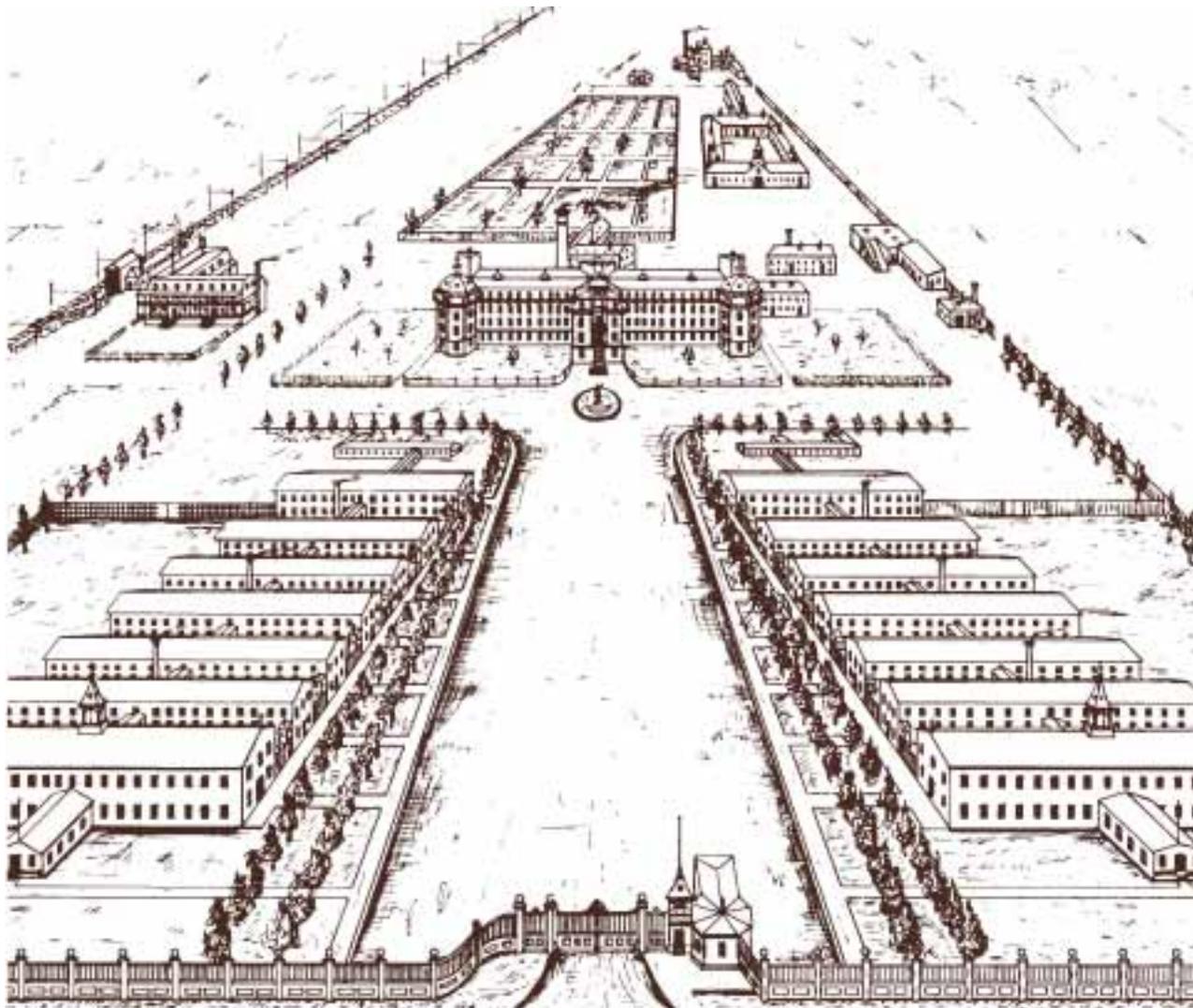


Et la vie recommence

Les médecins qui travaillent au village jouissent d'une grande notoriété en Europe. Les docteurs Bourque, Prieur et Barolet ont longuement étudié en France. Le traitement hydrothérapique, fort en vogue en ce continent, est employé à Saint-Jean-de-Dieu. Les résultats sont encourageants. Le traitement pharmaceutique est alors considéré en général comme secondaire par les grands aliénistes même si on reconnaît de réels services à quelques rares et précieux médicaments. Un rapport de sœur Thérèse parle en 1890 d'une proportion de guérison de 43,81 % durant l'année 1887.

En 1895, on reconstruit sur les ruines de l'hospice un pavillon central, cette fois, en pierre, baptisé « Résidence Sainte-Thérèse ». Il est destiné à recevoir d'autres pensionnaires car on prévoit de plus larges obligations encore découlant d'une troisième entente signée avec le gouvernement en 1897. Dès le renouvellement de ce contrat, on entreprend, du même souffle, de construire un hôpital permanent.

Tous ces édifices sont situés sur ce que les villageois de Longue Pointe appellent « le côteau ». Le nouvel hôpital est d'ailleurs situé plus haut que l'ancien par l'architecte Hippolyte Bergeron. Le transport des matériaux et des marchandises du port jusqu'au côteau coûte chaque jour des frais considérables. On demande au gouvernement l'autorisation de « construire et opérer un... chemin de fer électrique pour mettre en communication les édifices du nouvel hôpital ». Et le 30 mai 1898, l'autorisation est décrochée. Pour la somme de 500 dollars, autorisation est même donnée d'utiliser le « tramway électrique dans les voies publiques ».



Le plan des installations provisoires retrouvé dans un livre écrit par A. Bellay, publié chez Arbour et Laperle, rue Saint-Urbain, Montréal, en 1892.

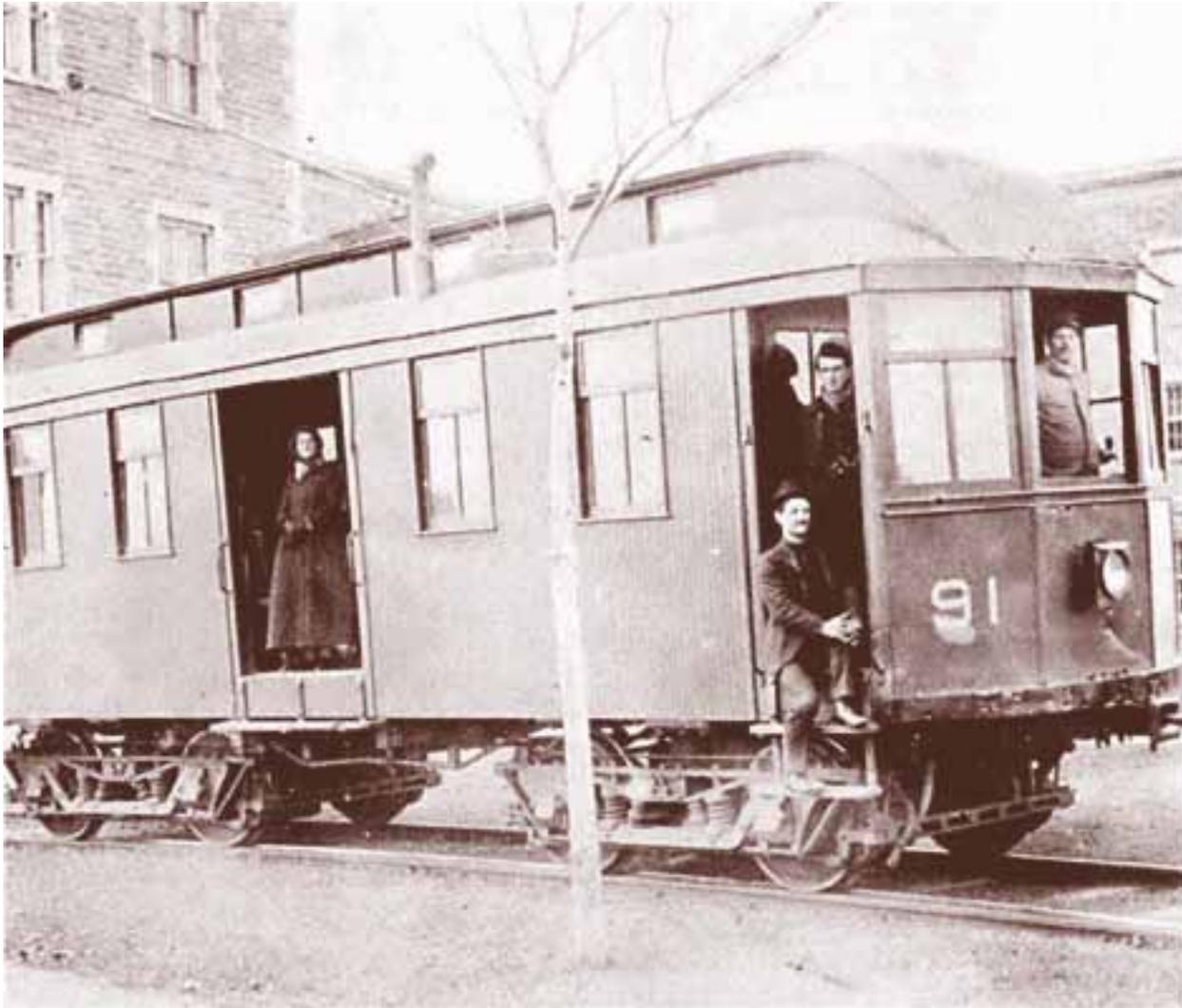
Les pionniers de l'œuvre qui allaient faire, en été, le lavage, au fleuve, n'en croiraient pas leurs yeux.

C'est le 25 octobre 1898 et la petite fête qu'on a organisée doit commémorer le 25^e anniversaire de l'arrivée des premiers malades à l'asile en 1873, peu après l'entente gouvernementale. L'établissement avait accueilli depuis ce moment 8,112 malades, ce qui n'était guère un mince bilan.

Il y a encore au « village », parmi le personnel, sept des pionnières de l'œuvre; les sœurs Marie-Octave, Barthélemi, Marie-de-l'Espérance, Michel-des-Saints, Marie-Salomé, Joseph-de-la-Croix et Bonaventure.

Dans les registres du jour, on dénombre ainsi les habitants : personnel laïque : 141 ; personnel religieux : 183 ; médecins : 3 ; aumôniers : 2 ; patients : 1,579.

Une telle population et un territoire de quelque 350 arpents expliquent bien la décision de monseigneur Bruchési qui, le 1^{er} octobre, avait érigé canoniquement l'asile avec son territoire et ses dépendances, « en paroisse respectivement avec tous ses droits et privilèges, sous le vocable de Saint-Jean-de-Dieu ».



Les travaux de construction d'une voie ferrée allant du bord du fleuve jusqu'au coteau ont débuté le 22 juin 1897. En juin 1898, l'hôpital fait l'acquisition d'un "char à passager et de deux chars à marchandise".

LES PREMIERS SURINTENDANTS MÉDICAUX



H. Howard
1885 - 1887



E. E. Duquet
1887 - 1894



Georges Villeneuve
1894 - 1918

LES SUPÉRIEURES DU PREMIER QUART DE SIÈCLE



Sœur Marie-Godefroy
1^{ère} supérieure
1873 - 1875



Sœur Thérèse-de-Jésus
2^e supérieure
1875 - 1891



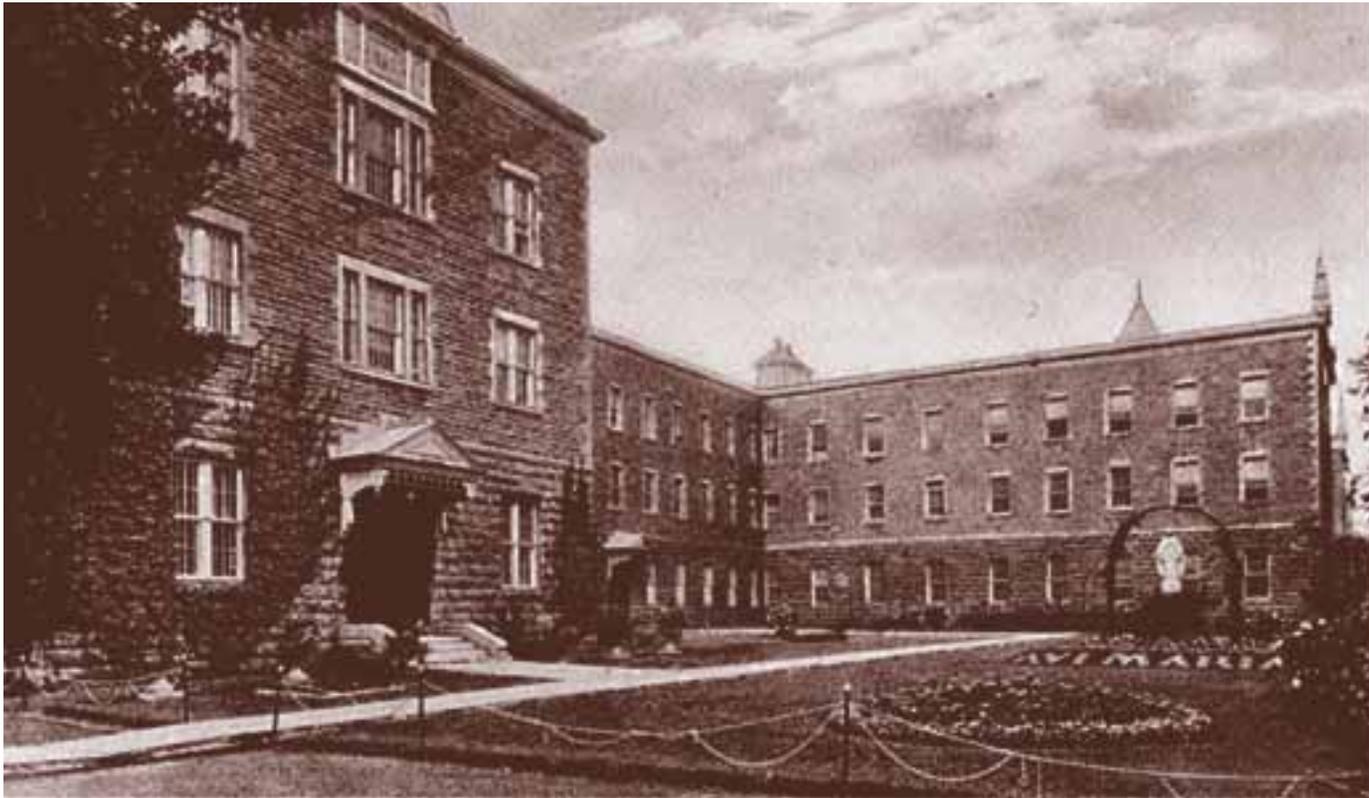
Sœur Madeleine-du-Sacré-Cœur
3^e supérieure
1891 - 1897

LA JOIE

On savait s'amuser au «petit village». Il est vrai qu'aujourd'hui, c'est jour de fête.

Programme

Ouverture. — Marche orientale (fanfare).
L'échelle du bon Dieu (dialogue).
Une fausse vocation (saynète).
L'attaque (galop de fanfare).
La poupée malade (chansonnette avec parlé).
When 't is moonlight (valse de concert).
SALSIFIS (comédie par les employés).
Montréal galop (fanfare).
LA VACHE PERDUE (comédie).
New-Port Galop (fanfare).
Les noces de mon cousin (chanson comique).
Army Reil (fanfare).
Le lutin (chansonnette avec parlé).
« Geneva » Quickstep (fanfare).
UN CONSEIL DE CUISINE (comédie par les employés).
Vive la canadienne (air national, fanfare).
God save the Queen (fanfare).



L'un des douze pavillons de pierre construits en 1901 en remplacement des pavillons rouges provisoires. Une section de ce pavillon fut assignée aux services administratifs jusqu'à l'ouverture du sanatorium Bourget.

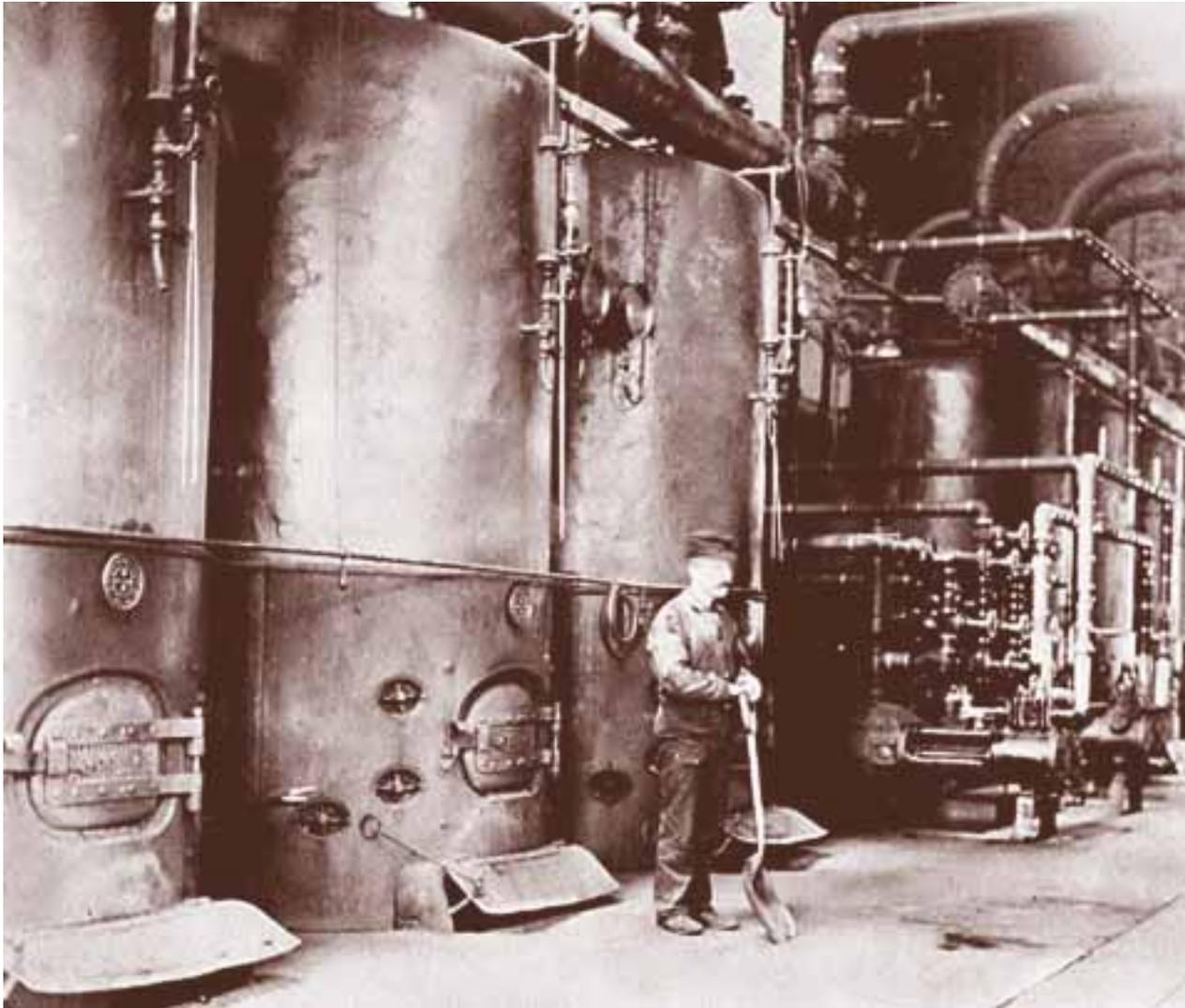
Les chroniques de la communauté ajoutent :

« Dès ce jour, nous sommes séparées de la paroisse de la Longue Pointe. Cependant, nous aiderons à payer ce qui reste des frais de construction de l'église et du presbytère, et nous donnerons à la fabrique, comme dédommagement la somme de 1,000 piastres, dont l'intérêt sera affecté aux dépenses du curé. »

Ce mouvement était prévu. Depuis le 7 janvier de l'année précédente, la Loi 60 Victoria 6 « avait exempté l'hospice Saint-Jean-de-Dieu et les immeubles de toutes taxes municipales, scolaires et de fabrique. Elle ne devait être publiée officiellement dans la « Gazette officielle » que dans l'édition du 2 octobre 1898.

Le petit village n'avait pas encore pris le visage définitif rêvé par sœur Thérèse; ce n'est qu'en 1901 qu'on terminera les versions plus parfaites des édifices de pierre qui remplaceront les « pavillons rouges ». Le terrain, lui, cependant, s'était déjà agrandi et avait englobé quelques fermes voisines. Il fallait bien nourrir, jour après jour, les quelque 2,000 citoyens qui y vivaient et y travaillaient à la fois tenaces et heureux.

Une presque ville. Bien entretenue, coquette même. Avec son auditorium, son restaurant, ses centrales de téléphone, ses équipes de sûreté, sa brigade d'incendie, son service de transport, ses centres de loisirs et d'artisanat, ses terrains de jeux, sa ferme, ses jardins et ses incroyables... serres-chaudes.



Les chaudières donnaient à tout visiteur de l'époque un sentiment d'incroyable force.

Les cultures et les jardins sont de fait d'une rare beauté. Une religieuse, sœur Augustine, mordue de botanique, avait lancé la culture de fleurs et de plantes ornementales très rares ici à l'époque. C'est elle qui allait mettre sur pied nombre d'écoles de formation pour le personnel de l'hôpital dont une école d'infirmières en 1912.

Une partie des jardins est consacrée à la culture maraîchère, une autre à celle des fruits et une troisième à la production de plantes médicinales telles l'aconit et la belladone.

La variété des fruits est immense : « pieds de fraisiers, de groseilliers, de gadelliers, de cassis, de framboisiers par milliers; plusieurs treilles de vignes et beaucoup de pommiers ». En 1891, on fabrique quelque « 9,000 livres de confitures et quantité de vins de gabelle » nous apprennent les livres.

Ces jardins sont cultivés par les patients : « les pensionnaires tranquilles sont employés aux sarclage, semis, cueillette, arrosage, bêchage et aux travaux de la ferme, labours, semailles, moissons et transport des engrais. »

Ce travail exige une très grande surveillance et ne « laisse pas que d'entraîner de grands mécomptes et parfois des retards préjudiciables ». Mais la plupart des aliénistes recommandent la cure par le travail qui, dit-on, diminue la surexcitation nerveuse et est favorable au bon fonctionnement des organes.



Lorsque Saint-Jean-de-Dieu reçoit de la Canadian General Electric cette petite locomotive électrique, c'est la première machine du genre fabriquée à cette manufacture. Sa capacité est de 2,000 livres et il transporte autant les passagers que les repas destinés aux douze pavillons.

Du reste, l'inspecteur du gouvernement, dans son rapport de 1888, recommandait spécialement aux sœurs l'organisation du travail chez les patients. Et au mois d'août, le nouvel évêque de Montréal monseigneur Paul Bruchési vient bénir en cette année d'anniversaire «divers pavillons affectés à tous genres de confections».

La vie du village est de mieux en mieux organisée. Parfois, ce n'est pas commode. Il faut chercher les services d'un ingénieur jusqu'aux États-Unis lorsqu'en 1911 il faut construire un filtre près du fleuve pour assurer l'eau potable au village. Terminé l'année suivante, il coûtera quelque \$20,000, une vraie fortune.

D'autres fois, il faut innover et faire appel au génie mécanique de l'époque. Les pavillons sont construits sur un si grand territoire qu'on commandera en 1902 à la Canadian General Electric une... locomotive, première de son genre, pour relier les divers édifices un peu plus aisément. Électrique, elle tirera parfois un «char à bancs», parfois des wagonnets destinés au transport des repas. On a vite fait d'humaniser la science moderne : la locomotive est baptisée dès le premier jour la Saint-Raphaël...!

L'achat plus prosaïque d'un couteau mû à l'électricité soulèvera beaucoup plus d'intérêt en 1908. Il y a de quoi, on n'aura désormais plus à couper manuellement les 7,500 tranches de pain quotidiennes!

Cette tour édifée en 1910 était située près de la rive du Saint-Laurent et abritait une pompe aspirante assez puissante pour conduire l'eau à l'ensemble du village.

En 1911, on construit un filtre d'une capacité de 14,300 gallons qui couvre un espace de 250 pieds carrés. Le filtre devait faire cesser dorénavant les quelques cas de typhoïde enregistrés au "village".



La thérapie par le travail était connue depuis longtemps, bien avant la recommandation de l'inspecteur gouvernemental qui en prêchait les avantages en 1889.

Soudain éclate la grande guerre.

Même si le personnel religieux et laïque de l'hôpital ne sera sujet à « l'enregistrement national » que le 4 juin 1918, on doit durant toute la guerre multiplier les démarches pour empêcher l'enrôlement des employés ou du moins diminuer le nombre des départs sous les drapeaux.

La vie devient aussi beaucoup plus chère. Force est d'administrer avec un minimum de ressources. C'est peut-être ce qui explique la sentence installée aux portes de ce qu'on appelait encore en 1918, la procure : « Saint-Joseph est l'économe de cette maison et la clef de ses trésors, la confiance. »

L'hôpital fait quand même des démarches auprès du gouvernement. Il veut une augmentation des subsides. Gain de cause : la pension passe, le 23 décembre 1912 de 110\$ à 120\$ pour chaque patient.

Et, presque chaque année, de nouvelles constructions sortent de terre. Noël 1916 : on inaugure un pavillon, le Gamelin, qui contiendra une vaste salle de jeux et une salle d'études pour les étudiantes-infirmières. Le 3 mars 1918, pousse un autre pavillon qui sera habité par cent cinquante patientes. En 1919, on aménage un autre pavillon dans l'ancienne boulangerie et une très belle maison sur les ruines de l'ancienne chaufferie de l'hôpital incendiée en 1890.



Sœur Augustine, née Clémence-Amélie Filteao (1873-1963) fut la fondatrice et l'âme dirigeante de l'école des infirmières de l'Hôpital pendant quelque 35 ans, jusqu'en 1949.

Les premières infirmières laïques graduent à Saint-Jean-de-Dieu en 1917.



La première graduation à l'école de Sœur Augustine: 35 religieuses reçoivent leur diplôme en 1915.

Grâce à quelques voyages du corps médical en Europe et aux États-Unis, surtout du docteur Villeneuve, surintendant médical, et de la véritable pionnière, sœur Augustine, l'hôpital demeure à la pointe de la science médicale. On forme ses propres infirmières depuis déjà 1912; et dès 1922, on donne des cours abrégés aux gardiens.

Parfois, ça ne se fait pas sans mal. Le contrat gouvernemental de 1918 ne sera signé qu'avec maints retards dus aux négociations pour l'obtention d'un médecin pathologiste, d'un dentiste et d'un bureau médical.

En 1922, l'hôpital reçoit un certificat de mérite de l'American Psychiatric Association.

Que de travail!

*J.E. Devlin, le quatrième surintendant médical.
"Cet éloge me vaut 10,000\$", dit le docteur
Devlin. Il vient d'apprendre qu'il a été souligné
que "les médecins de Saint-Jean-de-Dieu ont la
primauté sur les hôpitaux similaires du Canada".
C'était en 1920 et le rapport parvenait d'un
médecin nommé Clark de retour d'un congrès
national à Toronto.*



*1915: Mgr Paul Bruchési rend visite à Saint-
Jean-de-Dieu lors de la remise des diplômes
aux trente-cinq premières religieuses.*

Le docteur J. E. Devlin remet à Sœur Marguerite d'Écosse, la supérieure d'alors, un certificat de mérite décerné à l'hôpital par "l'American Psychiatric Association" pour les travaux des malades qui avaient été exposés à un grand congrès de médecins.



LES SUPÉRIEURES DU SECOND QUART DE SIÈCLE



Sœur Marie-Octave
4^e supérieure
1897 - 1906



Sœur Marie-du-Rédempteur
5^e supérieure
1906 - 1909



Sœur Sabithe
6^e supérieure
1909 - 1915



Sœur Amarine
7^e supérieure
1915 - 1921

UN AUTRE DÉPART

«Les progrès de notre hôpital, surtout en ces dernières années, sont incontestables. (...)

Les bâtisses ont subi d'importantes transformations pour rendre le traitement des malades conforme aux données de la science.

Nous avons eu plusieurs commencements d'incendie, lesquels, grâce à Dieu et à notre organisation actuelle, ainsi qu'au prompt secours des pompiers de la ville et des alentours, ont pu être enrayés.

Il reste encore beaucoup à faire, nous le savons, si nous pouvons compter sur un Gouvernement favorable aux vues exprimées dans le projet d'un nouveau contrat.

Quoi qu'il en soit, nous tenons à rendre justice à messieurs nos aumôniers, médecins et employés et à tous ceux qui nous ont prêté secours et encouragements pendant ces cinquante années expirantes. La protection du ciel est évidente et nous aimons à le reconnaître, chaque jour, dans l'accomplissement d'une œuvre aussi difficile et qui nous expose à de continuels dangers.

St-Jean-de-Dieu, 17 octobre 1923 »

Le Sanatorium Bourget est inauguré le 15 octobre 1928. Le pavillon a cinq étages; il mesure 300 pieds de longueur par 68 de largeur. Il est destiné à l'administration (bureaux, secrétariat, bibliothèque) et au personnel médical.

Deux étages sont réservés aux malades nouvellement arrivés et plusieurs services viennent s'y installer: la salle d'autopsie, la dentisterie, les laboratoires, la pharmacie et jusqu'à la centrale téléphonique... Cet aménagement facilitera l'approbation pour internat des étudiants en médecine de l'Université de Montréal.



C'est ainsi que se terminait le texte de sœur Marie-Cuthbert, l'analyste du petit village, en 1923. Elle venait d'écrire la petite histoire de ce qui n'avait été il y a cinquante ans qu'une ferme, gentille et bien située devant les îlots verts du Saint-Laurent.

Elle cumule des chiffres :

« Nous avons admis depuis la fondation de l'œuvre, 16,672 malades ».

« En 1922, il y a eu 715 admissions, 311 sorties et 270 décès. Le 1^{er} août, nous avons chez nous 2,743 malades, 280 religieuses dont 72 infirmières graduées et 58 garde-malades séculières et sept médecins traitants ».

Elle nous raconte aussi les fêtes du cinquantenaire, belles et simples :

Dans les fenêtres, « de petites chaloupes de jonc portent chacune une floraison de marguerites blanches ». Partout, « des chaînettes dorées en festons auxquelles sont suspendues des cloches commémoratives déposées ça et là. »

Le soir du banquet, de petites tables ont été disposées un peu partout portant « les gâteaux historiques du cinquantenaire ».

« D'abord la miniature d'un bateau de mer Le Sardinian », en souvenir du voyage de sœur Thérèse-de-Jésus en Europe.

Depuis que le docteur J. Bourque s'était rendu à Auteuil en 1894 rencontrer le médecin Rouxtel et y avait appris les techniques de l'hydrothérapie, cette méthode était demeurée courante à Saint-Jean-de-Dieu. Mais ce ne sera qu'en 1928 que seront complétées parfaitement les installations nécessaires au pavillon Bourget.



« Mais le gâteau aussi original que bien rendu fut celui de La Tour, ou maison des pouvoirs de vapeur et d'électricité, élevée en 1897. (...) »

« D'autres gâteaux, sous forme de livre ou de parchemin portent les noms des supérieures que nous désignons ci-après :

Mère Thérèse-de-Jésus	1873-1891
Sœur Madeleine-du-Sacré-Cœur	1891-1897
Sœur Marie-Octave	1897-1906
Sœur Marie-du-Rédempteur	1906-1909
Sœur Sabithe	1909-1915
Sœur Amarine	1915-1921
Sœur Marguerite-d'Écosse	1921- »

Cinquante ans avaient suffi. Les champs de la terre Vinet étaient méconnaissables. Les terrains eux-mêmes n'offraient plus les anciens points de repère. Deux pépinières avoisinaient les grandes serres. Honoré Mercier, ministre des Terres et Forêts, avait fait don de quantités de plantations puisées à la pépinière de Berthier. Même les anciennes écuries munies d'antiques glacières, vestiges des cuisines, servaient aux travaux d'horticulture et à la conservation des fleurs coupées.

Si la destinée de quelques bâtiments du genre avait bien évolué, les grands changements allaient encore venir...



1937 : Il est de tradition que les médecins se réunissent chaque semaine pour l'assemblée diagnostique des patients admis au cours de la semaine précédente.

L'époque du travail de pionnier isolé semble de fait désormais révolue. Sœur Thérèse-de-Jésus avait bien eu une occasion d'inventorier les méthodes européennes sur le terrain, mais sœur Amarine, supérieure de l'hôpital en 1920, effectue elle-même ou commande plusieurs voyages « scientifiques ». Les médecins Alcée Tétrault et Gaston de Bellefeuille, et même l'économiste, patrouillent les États-Unis pour y voir nombre d'asiles les plus récents et les plus remarquables. On y prend bien note des renouveaux de la science médicale, en vue surtout du renouvellement de l'entente gouvernementale qu'on doit signer en 1922.

Les efforts sont récompensés. Cinq ans après le cinquantenaire, le 15 octobre 1928, une nouvelle construction vient concrétiser toutes ces expériences : le pavillon Bourget.

Il devient soudain le cœur du « petit village ». Imposant, il a cinq étages et mesure 300 pieds de longueur sur 68 de largeur. Il est situé au centre des douze pavillons latéraux parachevés en 1901, les versions définitives des « pavillons rouges ». Deux étages y sont réservés aux malades nouveaux-venus, mais le sanatorium (il est souvent appelé ainsi) donnera surtout l'élan à plusieurs naissances ou réunifications de services dispersés dans les bâtisses latérales.

Le premier, le personnel de la procure, dix religieuses, aménage au premier étage. Il s'occupe évidemment des finances et de la comptabilité du village, mais garde responsabilité sur l'admission



Centraliser les soins des maladies respiratoires selon un plan bien défini ne se réalisera qu'en 1949 avec l'arrivée du docteur J. L. Pilon. En 1953, ce spécialiste demande de l'aide au ministère afin de créer un service de B. C. G. pour protéger les 6,000 patients de l'hôpital.

des patients, l'embauchage du personnel, la paie des employés (préparée en argent jusqu'en 1953!) et même sur le bureau de poste.

Suivent très tôt l'administration, les autres services de secrétariat, le personnel médical, les aumôniers, la bibliothèque et jusqu'à la centrale téléphonique.

En moins d'un an, le cœur du petit village bat à son rythme normal.

C'est le véritable envol d'une nouvelle médecine.

L'hydrothérapie installée au Bourget peut désormais être appliquée de façon systématique. On est déjà loin des premières tentatives du docteur Bourque qui dès 1894, avait étudié, en Europe, les différentes formes de «douches et d'affusions» de la méthode du fameux français de l'époque, le curé Kneipp.

Le service de radiologie, lui, est installé au cinquième étage. L'ouverture en a lieu le 24 septembre 1928; le docteur Léglius Gagnier y commence gratuitement une technique encore mystérieuse et 57 examens radiologiques sont inscrits dans les livres des quelques mois de cette première année. En 1929, son fils prendra la charge du service et la conservera jusqu'en 1971, moment où le gouvernement centralisera la radiothérapie dans des centres ultra-spécialisés.

Le 20 mai, c'est au tour de la pharmacie de s'accaparer du rez-de-chaussée et du premier étage de l'aile ouest du Bourget. Le petit local, au pavillon Sainte-Marie, avait jusque-là suffi: à cette époque, les médicaments utilisés, à part les herbages et les tisanes, étaient



Les laboratoires du début n'ont pas l'image stimulante de ceux d'aujourd'hui. Le docteur Paul Décarie a installé le premier en 1925.

surtout des barbituriques et des bromures employés sous forme de cachets et de prises.

Mais les nouveaux locaux ne précéderont que de très peu la découverte des antibiotiques, des sulfamides en 1935 et de la pénicilline en 1939. La pharmacie, encore située de nos jours au même endroit, prendra vite une ampleur considérable : en 1940, par l'arrivée de trois religieuses licenciées du collège des pharmaciens; en 1950, par la mise au point des neuroleptiques qui remplaceront de plus en plus les contraintes physiques appliquées aux malades.

Le Bourget reçoit encore l'année de son ouverture, les nouveaux aménagements chirurgicaux. Jusque-là, le chirurgien Eugène Dufresne devait travailler dans deux salles d'opération, l'une au pavillon Sainte-Marie, du côté des dames et une autre au pavillon Saint-Joseph pour la section des hommes. L'équipe chirurgicale devait se déplacer selon les besoins de la cause (les anesthésistes étaient Alcée Tétrault et Gaston de Bellefeuille).

On y pratiquait toutes les interventions nécessaires. D'ailleurs, tradition oblige. Dès 1880, on relève qu'au mois de mars était faite l'amputation des deux pieds chez un patient par un médecin du nom de Hingston.

Même le bureau dentaire qui fonctionnait déjà depuis le 6 août 1923 sous la direction d'Alexandre Dufresne déménage ses pénates au Bourget.



Les services de la procure abritaient alors le bureau de poste du village.

Même sort au tout jeune laboratoire clinique mis sur pied en 1925 par un tout aussi jeune médecin, Paul Décarie, qui y œuvre seul jusqu'en 1939. Quoique le travail consiste à faire les analyses de routine très limitées à cette époque, il s'adjoint une technicienne, sœur Yvonne Lavigne, qui avait visité plusieurs organisations du genre aux États-Unis. C'est ainsi que constatant la pénurie de techniciens, elle ouvre la première école de technologie médicale du Québec à l'hôpital du « petit village ». (L'école sera annexée à l'Université de Montréal en 1946 et y sera transférée en 1953.)

Si l'année 1928 sonne le véritable départ avec l'apparition du Bourget et de cette nouvelle vague de techniciens, il reste que le mouvement est bien encadré et ne fera pas long feu.

Les « vieux », tel le docteur Noël, entré à l'hôpital en 1908, membre de la Société médico-psychologique de Paris en 1930, accède au poste de surintendant le 31 juillet 1931 et fait se perpétuer l'élan initial.

À ce point qu'en 1934, l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu se classe en catégorie « A » selon les standards de l'American College of Surgeons.

On ne s'arrête plus...

À l'automne 1935, le feu rase quatre salles : Saint-Paul, Saint-Augustin, Saint-Jean-de-Dieu et Saint-François d'Assise, sont incendiées. Mais déjà on a entrepris la construction de nouveaux pavillons, le Notre-Dame-des-Sept-Douleurs dont on fait l'ouverture officielle

Les magnifiques bâtiments de la ferme de Saint-Jean-de-Dieu. Le 22 juillet 1934, il s'y déclare un incendie et les pertes sont évaluées à 15,000 dollars.



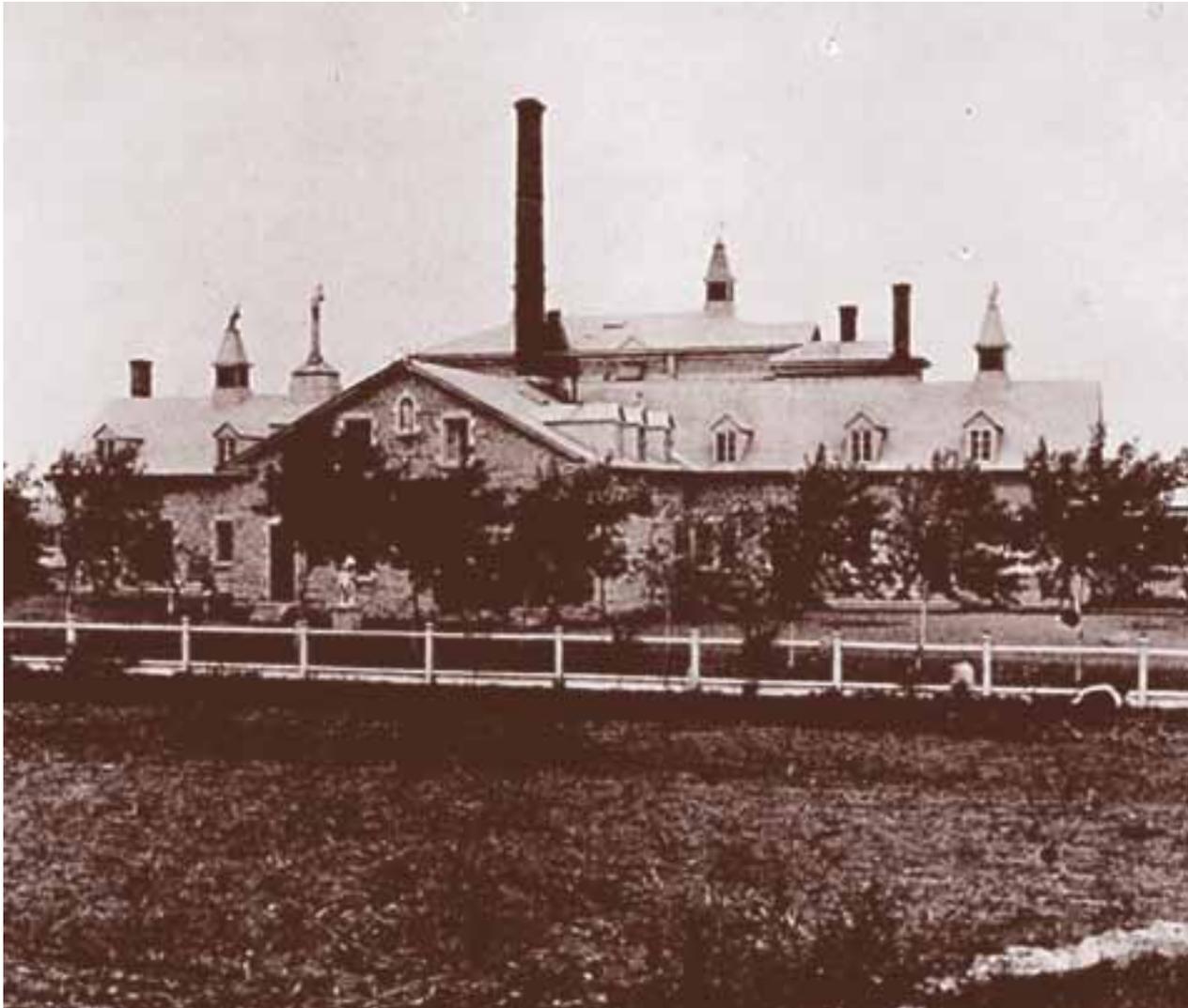
le 8 mars 1935 et un autre, dédié à Notre-Dame-du-Rosaire, béni l'année suivante, le 30 juin. Même s'ils sont tous deux de cinq étages et d'aspect semblable, le premier édifice a plus de prestige : il accueille la chapelle paroissiale, la cuisine générale et une école pour enfants, baptisée Émilie Tavernier.

Cette école devait sa création à deux femmes d'une tenacité sans égale, les sœurs Zénon d'Alexandrie (Jeanne Farmer) et Augustine (Clémence-Amélie Filteau) celle-là qui avait vu « son » école d'infirmières affiliée à l'Université de Montréal en 1925. Toutes deux avaient étudié à Waverly et à Wrentham, Massachusetts, durant près de deux ans afin de s'enquérir des nouvelles méthodes de pédagogie aux handicapés mentaux et, dès 1931, elles avaient ouvert les portes de leur école pour 72 jeunes.

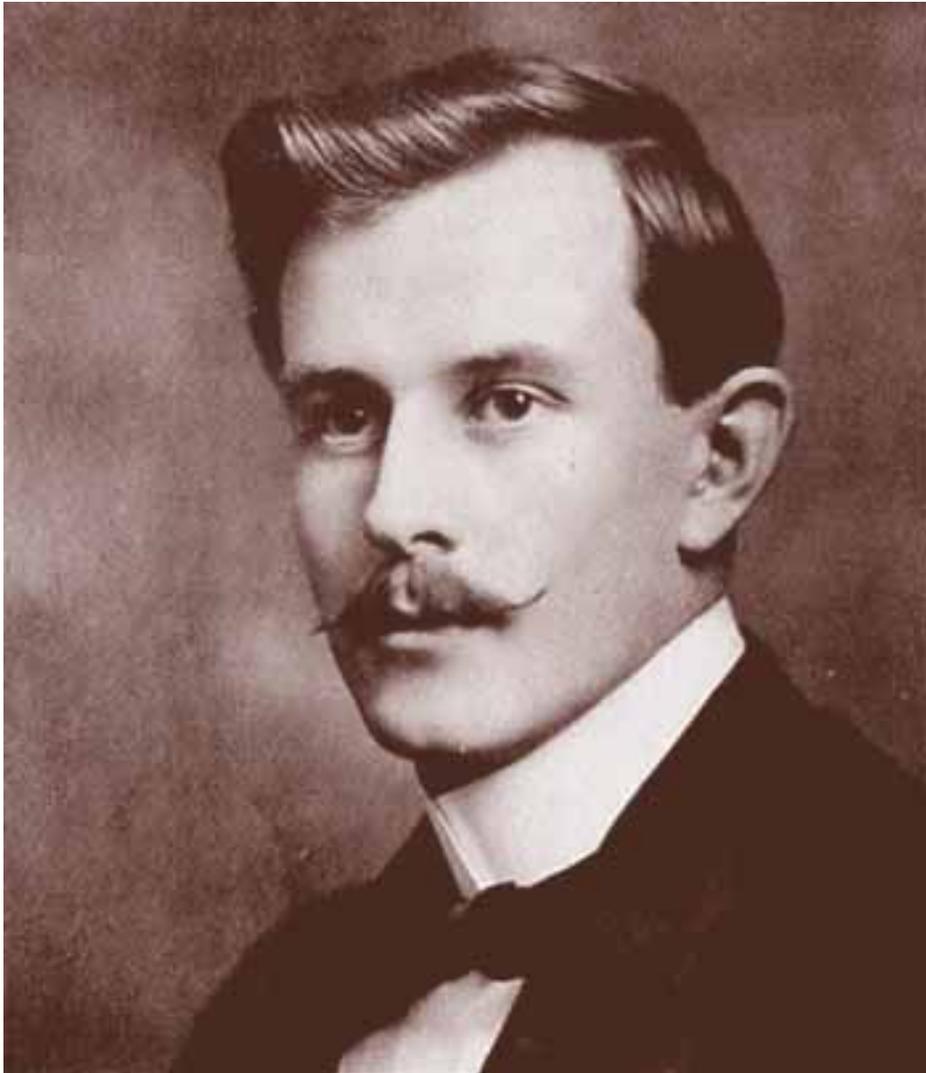
Lors du déménagement, c'est une... ruche bourdonnante qui envahit la nouvelle construction; environ trois cents enfants y montent leurs quartiers généraux...

Puis, c'est une réaction en chaîne. 1938 : Saint-Jean-de-Dieu se voit autorisé à posséder une école normale pour enseignants spécialisés en rééducation. L'Institut médico-pédagogique venait de naître. En 1945, ses proportions prennent trop d'ampleur; l'Institut quitte le « petit village ». On a acheté un immense terrain pour son établissement à Rivière-des-Prairies. Le « Mont-Providence », aujourd'hui, l'hôpital Rivière-des-Prairies, vient de naître à son tour.

Sœur Augustine, l'inspiratrice de tous ces grands mouvements, ne mourra qu'en 1956. Passionnée de pédagogie, elle était devenue chef d'entreprise. Et quel chef!



L'abattoir est aussi bâti selon le bel équilibre architectural de l'ensemble de la ferme.



Le Docteur Orner Noël prend la relève en 1931 et garde la barre de l'hôpital jusqu'en 1952, moment où il fut nommé médecin consultant. Au cours de sa longue carrière, de nombreuses transformations s'opérèrent dans les méthodes de thérapie. Inscrit comme membre de la société médico-psychologique de Paris en 1930, il reçut une "décoration du Roi" en 1945.

LES SUPÉRIEURES DU TROISIÈME QUART DE SIÈCLE



Sœur Marguerite-d'Écosse
8^e supérieure
1921 - 1927



Sœur Léon-Eugène
9^e supérieure
1927 - 1933



Sœur Rose-de-Viterbe
10^e supérieure
1933 - 1939



Sœur Marie-Horace
11^e supérieure
1939 - 1945

« LA VILLE HUMAINE »

« Notre séjour à l'hôpital
nous aura rapporté beaucoup
car, au milieu des malades,
nous aurons appris beaucoup.

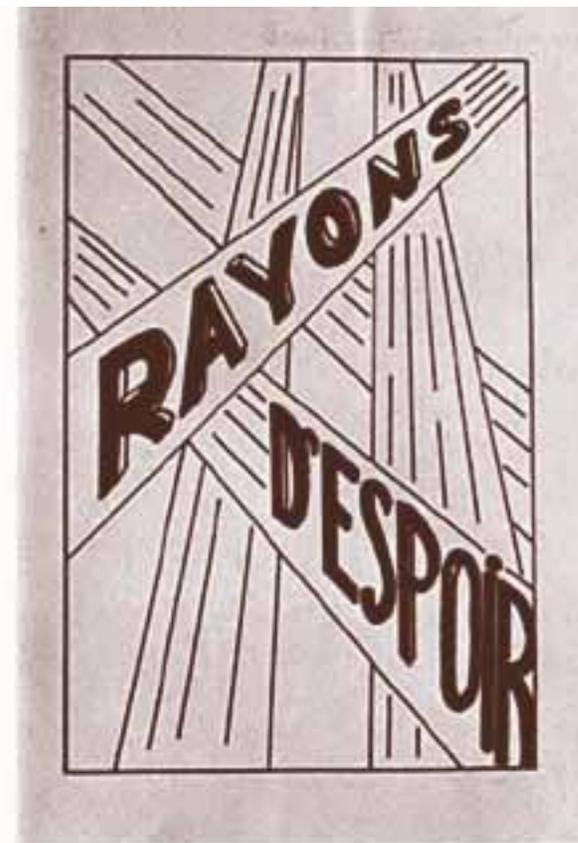
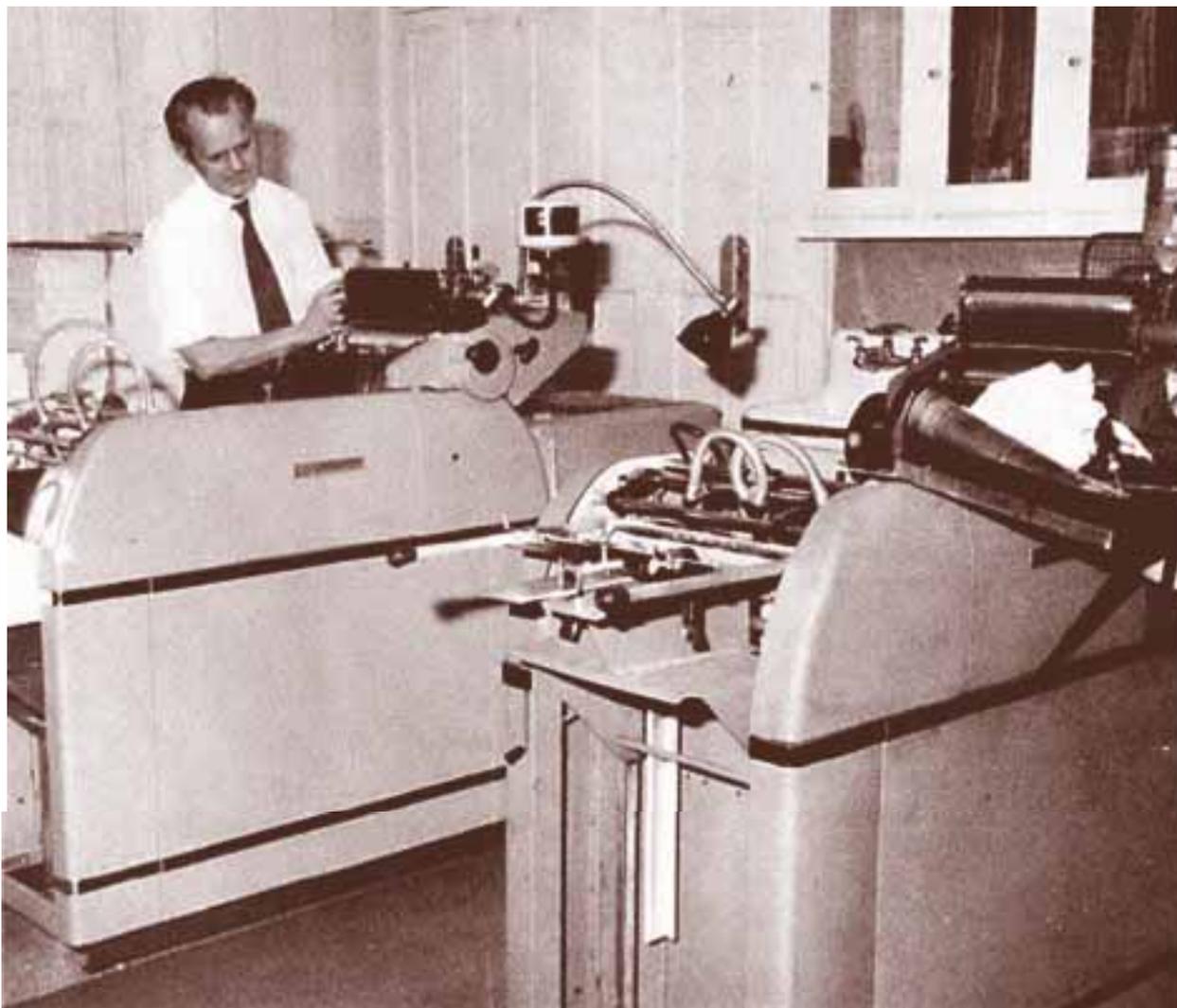
Personnellement, j'ai appris plus ici
au contact du monde
que ce que j'ai pu lire parmi
mes bouquins, je remercie ce monde
qui a permis que je découvre
des talents cachés.
Aujourd'hui, l'espoir s'ouvre
devant moi et je n'ai plus rien à cacher.

Au sortir de l'hôpital, tu es guéri
mais aussi très fragile.
Ne vas pas trop vite avec tes skis
car une rechûte est possible.

J'espère qu'en sortant d'ici
tu seras assez fort
pour faire ton chemin loin d'ici
c'est ce que je te souhaite le plus fort »

Gertrude
(salle Sainte-Françoise)

Le service d'imprimerie et de reliure est très imposant. On y a préparé et imprimé 1,414,610 formules de tous genres en 1972. On y fabrique aussi des cartables et un grand nombre de boîtes de carton recouvertes de toile ou de tapisserie. C'est là aussi qu'on met en page et imprime "Le Rayon d'Espoir" de même que "L'Actualité" publié 10 fois par an au tirage de 700 copies.



En 1972, le journal du "village" atteint un tirage de plus de 1,500 exemplaires.

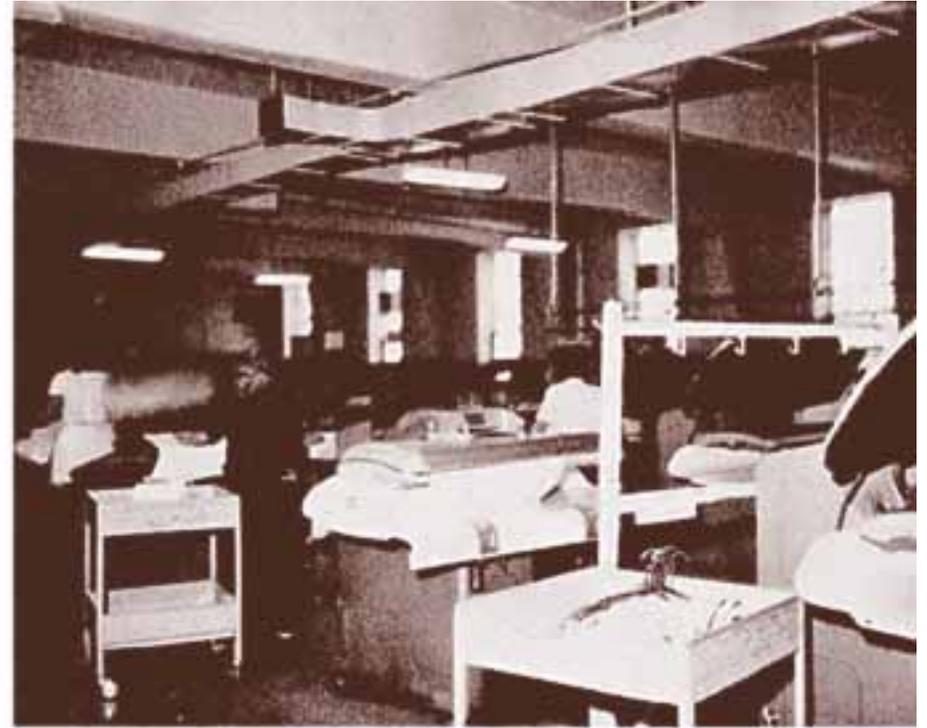
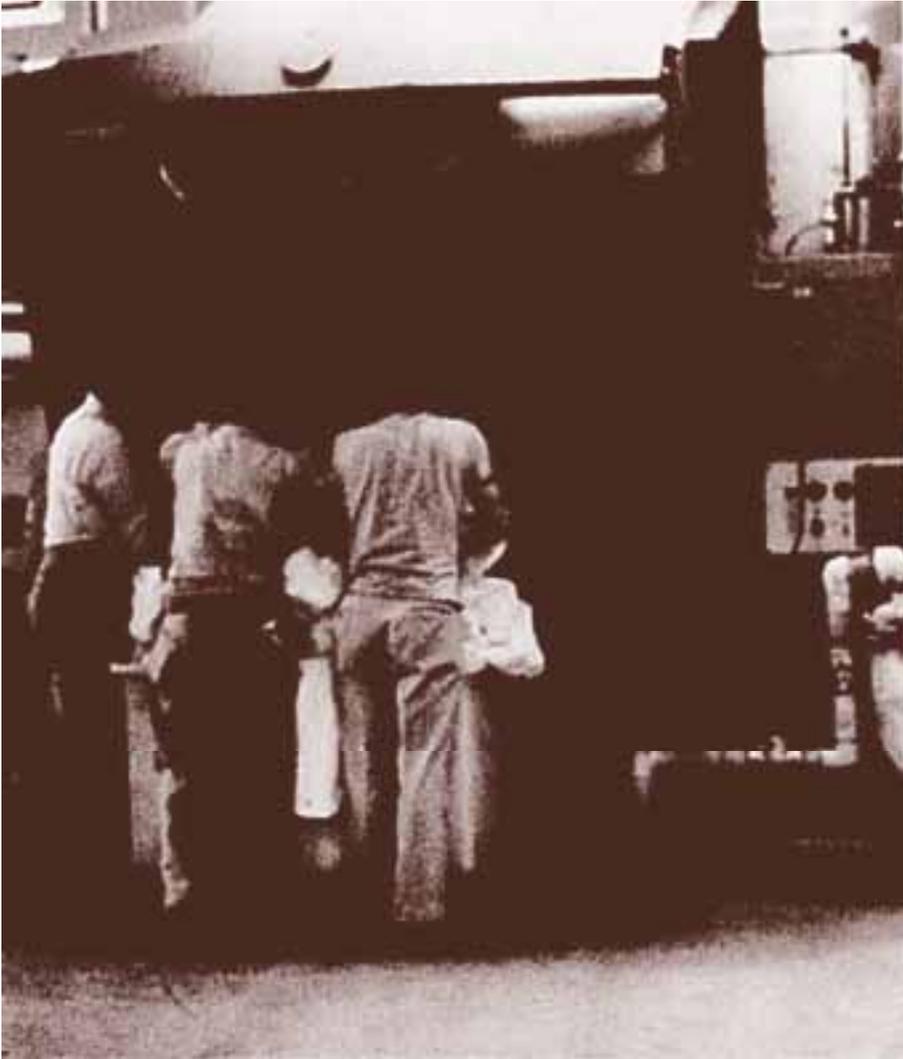
Les années 50 surviennent qu'il ne manque plus rien au village. L'histoire antérieure nous l'aurait laissé croire mais, l'exemple de sœur Thérèse-de-Jésus ne permet pas aux successeurs le moindre relâchement.

Pourtant, il manquait encore quelque chose à la vie quotidienne des citoyens de Saint-Jean-de-Dieu : leur journal. Cet émouvant témoignage est publié dans une des premières éditions du journal qui vient de naître en 1950 : « L'Espoir ». Sœur Madeleine-de-la-Passion rédige les premiers numéros avec la collaboration de patients de la salle Saint-Gabriel. Presque aussitôt un mensuel vite baptisé « Le Rayon » est mis sur pied du côté du département des femmes.

En 1952, ils fusionneront sous le nom de « Rayon d'espoir » et le premier tirage atteindra 375 copies. En 1972, la qualité et la variété de l'information amènera le journal à 1,500 exemplaires et au titre de l'International Institutional Press Association.

Il avait suffi d'utiliser les équipements à peu près complets du service de l'imprimerie et de la reliure installé au sous-sol du pavillon Bourget. Ces ateliers sont par ailleurs prolifiques : on y produit tous les communiqués, les enveloppes, les affiches et les boîtes dont a besoin le village. La majorité des volumes des bibliothèques y sont aussi reliés.

Un immense séchoir.



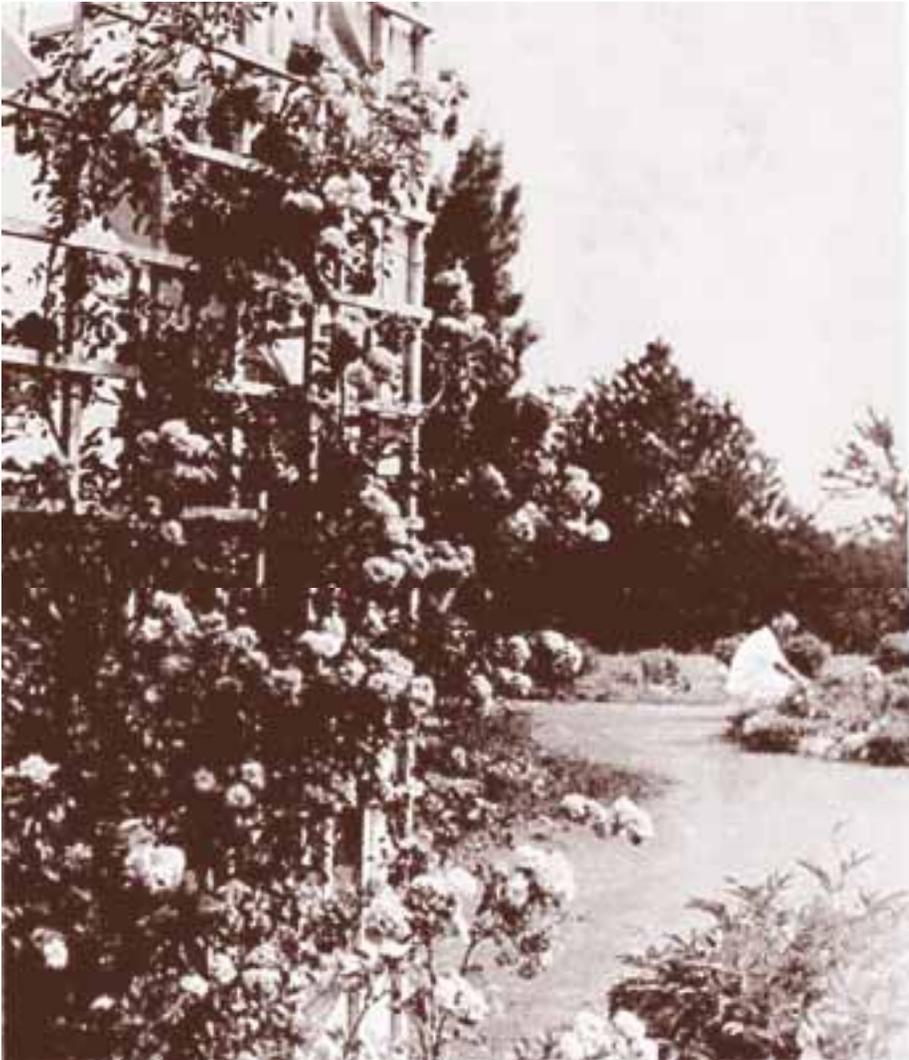
*Les salles de repassage.
Tous les jours, les buanderies du village traitent
quelque 26,000 livres de linge. On y a installé
l'équipement nécessaire au nettoyage à sec en
1960 et depuis, le personnel compte 40 personnes
et une dizaine de couturières.*

Ce n'est qu'un petit exemple du dynamisme qui fait bourdonner la petite ville qui a encore grandi. Le seul service de la buanderie distribue tous les jours quelque 5,000 draps, 2,000 taies d'oreiller, 7,000 serviettes de bain et jusqu'à 700 tabliers aux citoyens qui travaillent à faire tourner la « petite colonie » comme l'avait appelée Mgr Bourget. En 1954, on avait même créé un salon de coiffure où étaient exécutées environ 6,000 coupes de cheveux par année. (Beaucoup plus en hiver qu'en été: coquetterie ?) Il n'y aura que la mode soudaine des cheveux longs qui fera disparaître le salon en 1971.

Plusieurs services deviennent ainsi et assez rapidement une école d'apprentissage pour les malades. C'est un peu le cas du magasin général que l'administration est obligée de proposer en 1953 pour centraliser la somme incroyable des marchandises disséminées auparavant en douze locaux différents. En 1956, beaucoup de travaux y sont devenus nécessaires. Il faut entretenir et réparer le mobilier, tenir un inventaire perpétuel, faire les livraisons et les vérifications d'usage; la plupart de ces besognes sont confiées aux malades qui deviennent secrétaire, caissier ou commis: une véritable thérapie industrielle qui doit favoriser la réadaptation sociale selon l'idée que préconisent de plus en plus les autorités médicales.

Mais les années 50 ne sont pas encore entamées qu'on lance de plein-pied trois ou quatre nouvelles « idées ».

Aujourd'hui, un paysagiste chevronné, secondé par des horticulteurs et un groupe d'hospitalisés, fournit les fleurs et les plantes au village en toutes saisons.



Une vue du magasin général à ses débuts.

Parfois, il s'agit plutôt de l'aboutissement de longues négociations. Lorsqu'en 1949, le docteur J. Louis Pilon installe ses mystérieuses machines et sa clinique antituberculeuse, il y a plus de neuf ans que les autorités administratives désirent un tel mouvement. Il y avait d'ailleurs urgence : ce médecin soumet, la première année, quelque 300 des 6,000 patients du village à ses examens pour éliminer le plus vite possible tout risque de contagion. D'ailleurs jusqu'en 1954, le travail s'effectue surtout auprès des salles affectées aux tuberculeux, mais très tôt les statistiques ont démontré une baisse progressive de la maladie.

Le docteur Pilon est encore aujourd'hui au village : son service a changé de nom en 1966 et a eu le temps de déménager et de s'agrandir trois fois avant qu'il n'ait ses 25 ans...

La même année, un autre médecin, Jean Panet-Raymond, installe, lui, le 15 janvier, des machines encore plus mystérieuses. Il avait fallu faire des recherches par toutes les régions du «village» afin de trouver l'endroit le plus isolé : on avait abouti au pavillon Notre-Dame-du-Rosaire et l'inauguration officielle du laboratoire d'encéphalographie a lieu le 23 avril 1949.

Le professeur Monnier de Genève est présent. Il y a de quoi ; c'est, à l'époque, le premier et le seul hôpital à faire de tels examens au Canada français.

C'est le 14 janvier 1963 qu'est créée l'école des auxiliaires en nursing. Elle fermera en 1970 quand le ministère de l'Éducation prendra la responsabilité de cet enseignement.



Une séance de vaccination à la clinique antituberculeuse en 1959.

Les premiers patients à passer ce genre d'examen sont surtout choisis parmi ceux qui doivent subir les cures insuliniques : nouveaux traitements organisés en 1950 par deux religieuses qui en avaient étudié les avantages à l'hôpital militaire de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Décidément, 1949 est l'année des lancements. On fait encore l'ouverture d'un service d'archives qui puisse mieux satisfaire aux exigences des recherches de plus en plus intensives pour le traitement des maladies psychiatriques. Sœur Margaret Gowett avait étudié les mystères de ces techniques à Chicago et reçoit logiquement l'héritage gigantesque de réunir la somme considérable de dossiers disséminés par tout l'hôpital, ou parfois même entassés en paquets superposés où ils étaient pratiquement inaccessibles. Ce travail ne sera terminé qu'en 1954, mais depuis ce temps, le service des archives s'est à ce point sophistiqué qu'on devra utiliser des ordinateurs en 1966, les seuls appareils qui puissent à tout instant aider à l'efficacité du médecin moderne.

Le seul jusque-là intouché par ces changements et ces nouvelles orientations, et ce depuis 1912, le service de nursing continue d'opérer par fusion, conjoint à l'école des infirmières fondée et dirigée par sœur Augustine. Et ce n'est qu'en 1949, fait surprenant, le 28 février, que le service des soins infirmiers deviendra autonome sous les ordres de sœur Charles-Henri (Blandine Désilets).



En 1950 étaient organisés les locaux destinés aux cures insuliniques.

Ces années-là, on parle encore d'un autre effort de regroupement qui serait sur le point de survenir. On penserait à une réforme dans la façon d'administrer les « ouvriers et ouvrières » du village. Tant le recrutement que l'embauchage, tant l'administration des salaires que la formation du personnel sont des tâches dispersées çà et là quand on crée officiellement, le 2 novembre 1952, un service du personnel.

Ce « territoire » devait prendre très vite une ampleur insoupçonnée. Dès 1953, on met sur pied un service de santé pour les employés. Dix ans plus tard, sœur Clément-Auguste (Gabrielle Desrochers) créera dans ce cadre un service d'éducation permanente en chargeant une infirmière du perfectionnement des préposés aux malades... Et ce ne sera que le début...

Puis soudain, 1961, coup de tonnerre. « Les fous crient au secours », un livre-charge écrit par un ex-malade psychiatrique est publié par les Éditions du Jour.

L'opinion populaire est un peu secouée. Les « chroniques des lecteurs » des grands journaux sont assiégées durant quelques semaines. « Ce livre est truffé d'inexactitudes », disent certains médecins. D'autres : « On a voulu faire choc. De très mauvais goût ». Il reste tout de même que ce petit volume semble avoir au moins le don de sensibiliser les autorités gouvernementales sur l'insuffisance des ressources accordées aux institutions spécialisées du Québec.



Les stagiaires sont aussi invitées, à leur arrivée, à recevoir une initiation au milieu hospitalier.



Tous les lundis, le service de formation et de perfectionnement invite le nouveau personnel à une journée d'orientation.



Les archives, à l'hôpital, sont devenues un centre indispensable à l'étude progressive de la psychiatrie. Aujourd'hui, c'est un vaste département pourvu de matériel perfectionné: appareils pour microfilm, centres de télécommunication, téléscripteurs permettant de répondre sur le champ aux informations demandées par les médecins.

Un tel scandale n'avait même pas été atteint quand Chisholm avait lancé ses fracassantes déclarations en 1947. Pourtant le gouvernement avait alors offert de fortes subventions au département de l'Hygiène mentale, décision qui avait engendré des dispensaires dans plusieurs hôpitaux généraux.

Cette fois, le gouvernement nomme très rapidement les membres de la commission Bédard qui soumet ses conclusions dès 1962. Est recommandée une politique de porte ouverte et de décentralisation des institutions.

Tranquillement, certaines réformes demandées par les « gens du village » seront peu à peu accordées.

Est formé un service de psychiatrie au ministère de la Santé. On recommande le leadership de ce ministère... L'Assemblée législative avait créé en 1868 un « Bureau des inspecteurs des asiles et prisons ». Ces fonctionnaires étaient médecins et le gouvernement s'était ainsi assuré un droit de surveillance et de contrôle sur l'administration de toutes les institutions du genre. En 1903, le 16 septembre, le député shérif et le gouverneur de la prison de Montréal viendront, selon la loi, faire le tour du « village ». Pourtant en 1888, une commission d'enquête sur les asiles d'aliénés avait fait la recommandation de séparer l'inspection des asiles de celle des prisons. Lettre morte... jusqu'en 1909 lorsqu'on ne laissait plus que les écoles de réforme sous la juridiction de ces inspecteurs.



Au cours de l'année 1969, une nouvelle structure est créée: le Service de psychiatrie communautaire de l'Est. Il doit répondre aux demandes de soins en provenance du secteur. Ce service peut même décider de fournir des soins à domicile selon les circonstances.

Et en 1962, on ouvre soudain les yeux sur un problème sévère qui avait encore pratiquement la même acuité... bien tard...

Surviennent bien des amendements dans les lois civiles, amendements pour lesquels s'étaient battus Esquerol en France et Georges Villeneuve au Québec, il y a déjà plusieurs années.

Pour le village, il y a des bienfaits tangibles : l'hôpital recevra une allocation majorée pour chaque malade, ce qui permettra l'engagement de personnel plus qualifié. Même que des bourses seront allouées par le ministère de la Santé pour qui la formation de personnel spécialisé devient une priorité immédiate.

Mais c'est surtout un « visage social » que le village prendra, en toute quiétude, suivant en cela les grandes tendances mondiales ; on envisage de réduire les structures, diminuer le nombre de malades hospitalisés, bâtir des cliniques externes, enfin humaniser les soins et pouvoir laisser le malade dans son milieu naturel...

Ce ne seront pas de vains mots.

Depuis très longtemps, les apports du monde extérieur étaient importants au village. Des groupes de bénévoles comme les Amis de Saint-Jean-de-Dieu et les Dames auxiliaires (depuis 1956) venaient rendre visite et organisaient des fêtes ou des sorties de groupes. Même le « Service de psychiatrie communautaire de l'Est » mis en marche en 1969 fonctionnait déjà selon ces principes : empêcher l'hospitalisation et adopter des soins de genre familial et communautaire.



L'entrevue demeure l'un des instruments de travail les plus efficaces du travailleur social.



Une infirmière visite l'un des 46 foyers. Cinq praticiens œuvrent au service des foyers et se partagent la tâche de recruter, d'évaluer de nouvelles ressources, de superviser les foyers choisis comme de trouver un milieu de vie qui corresponde aux besoins de tel ou tel patient.

Mais l'élan officiel était soudain donné et le village en serait touché...

Le 1^{er} juin 1962, grâce aux démarches du docteur Gaston Loignon, le surintendant d'alors, on peut ouvrir les portes d'une clinique externe. Après seulement six mois, le chargé du nouveau bureau, le docteur Marcel Berthiaume, écrit dans le rapport annuel :

«Le pourcentage de retour des malades qu'on peut suivre en clinique externe est de beaucoup inférieur à celui des malades qui ne le sont pas.»

Le succès est réel et ici encore, c'est une courbe ascendante incroyable. En 1964, on organise un service ayant mission d'éviter les hospitalisations inutiles, puis un service de soir, puis un service de soins à domicile, jusqu'à ce qu'aujourd'hui 4,995 malades en viennent à consulter les quelque 35 psychiatres de ces services qui n'ont pourtant pas encore une tradition de dix ans.

En janvier 1963, la nécessité créant la fonction, sœur Jean-Baptiste (Yvette Lasalle), une travailleuse sociale, lance un nouveau service dont elle explique elle-même les buts majeurs dans un rapport qu'elle signera en mars 1968 :

«Il s'agissait d'abord de découvrir des ressources communautaires adéquates, de contacter les familles de nos hospitalisés pour les motiver à reprendre leur malade ou intéresser des foyers amis à héberger des patients reconnus incapables de retourner dans leur milieu familial.»



*Une des œuvres "en marche" au
"Foyer des artistes".*

Les équipes de soins à caractère multidisciplinaire sont de plus en plus à la mode et de plus en plus utiles. Les travailleurs sociaux de sœur Jean-Baptiste s'y insèrent à merveille. Ils peuvent étudier les besoins et les carences du milieu social des malades, ils peuvent aussi servir de lien entre l'hôpital et la famille. Ils font un tel travail qu'aujourd'hui le « village » n'abrite qu'environ 3,000 patients en comparaison des 810 malades placés en foyers d'hébergement.

Car dès 1964, 46 foyers, qui peuvent abriter cinq malades et plus chacun, ont déjà été choisis et constituent une sorte de prolongation logique de la vie au « village ». Sur les 304 malades qui sont accueillis dans ces structures en 1972, cent onze sont en congé définitif : cette méthode est des plus heureuse.

Même si les nombreuses formules d'ouverture sur l'extérieur ont d'aussi heureux résultats, le « village », lui, continue de s'équiper.

Le 19 août 1963, le cardinal P. E. Léger vient bénir un nouvel édifice. Il s'agit de la résidence Saint-Joseph dont la construction est en marche depuis déjà deux ans et qui devra héberger le personnel religieux hospitalier qui évacue l'hôpital proprement dit.

En ce temps-là, on mijote de jeter les bases d'un véritable service de psychologie. Depuis 1950, il n'y avait guère eu à l'hôpital plus d'un ou deux psychologues à la fois et leur activité, d'après les rapports de l'époque, était nettement centrée sur l'examen psychologique seulement.



M. Germain Lavoie, directeur du service de psychologie (de face), examine les plans de son service avec la directrice générale, Sœur Gilberte Villeneuve et messieurs Sylvio Bouvier et Paul Martel, adjoints à la directrice.



L'une des nombreuses techniques employées au service de la médecine physique.

En 1963, on confie enfin à Pierre Mathieu l'organisation et la direction d'un tel service. Sous son impulsion, plusieurs activités nouvelles seront menées depuis la dynamique de groupe jusqu'à la création d'une revue de psychologie, « Les Cahiers de psychologie clinique » faisant état des démarches de renouvellement par les psychologues de l'hôpital.

Ce n'est qu'en 1965 que Saint-Jean-de-Dieu accrédité comme internat, recevra les candidats au doctorat en psychologie de l'Université de Montréal. Plusieurs projets de recherches seront élaborés et l'une des ramifications de cette vaste entreprise conduira en 1969 à la venue d'une section de thérapie fondée sur les théories de l'apprentissage.

La même année, le 17 juin 1963, s'ouvre encore un nouveau bureau. Cette fois, s'y installent un physiatre et son équipe chargés eux aussi de la revalorisation du patient. Ils ont pour mission la récupération fonctionnelle de tous les malades, blessés ou handicapés. Et avant la fin de l'année, 3,004 traitements seront prodigués à quelque 64 malades.

Le service se métamorphose; les techniques modernes se multiplient à un rythme effarant : il faut des gymnases, des bains, des équipements complexes qui faciliteront l'utilisation de la chaleur, du froid, de l'électricité, des ultra-sons et des nombreux massages. On devra agrandir en 1967 et en 1972. En 1970 se mettra en marche le nouvel équipement d'électrodiagnostic.

Mlle Thérèse Pageau a introduit la musicothérapie le 1^{er} octobre 1964 à Saint-Jean-de-Dieu. Elle reçoit de quinze à vingt malades par jour dans une ambiance de liberté qui leur fait reprendre confiance en eux-mêmes. Elle est ici, au violon, au milieu de ses protégés.



L'année suivante, le 1^{er} octobre 1964, Thérèse Pageau, une musicothérapeute qui avait étudié à Paris et à New-York, arrive au «village». Elle est une des rares spécialistes en cette discipline et un petit salon lui est assigné. Très vite, il faut un espace plus vaste pour contenir les divers instruments et surtout... cette bataille constante entre la flûte trop téméraire, l'imposant violoncelle et les deux... pianos. La musique prend tout à coup parmi les autres traitements une place encore inconnue. De fait, la musique est une maîtresse exigeante. Elle demande une discipline assez sévère, l'acceptation de la réalité concrète, un grand effort de concentration et laisse une ambiance de liberté au malade : raisons toutes évidentes des progrès de ce nouveau service. Héritiers des fanfares de l'époque, les cinq ou six orchestres du service vont aujourd'hui présenter leurs œuvres aux fêtes et aux rassemblements du village.

Beaucoup d'autres domaines sont touchés par ces réformes. Le service de diététique doit complètement se réorganiser devant les clients plus nombreuses et plus dispersées qu'auparavant en clinique externe autant que dans les foyers affiliés. Ce mouvement s'effectue en 1965, quelques mois avant la création d'un service de recherche par le docteur Lucien Panaccio, surintendant médical au printemps de cette année-là. Ce sont le psychiatre J. M. Bordedeau et le pharmacologue Léon Tétreault qui en prennent la direction conjointe et baptisent le centre du nom de Georges Villeneuve, en hommage au médecin qui avait travaillé au village jusqu'à sa mort le 21 janvier 1918.



Les cuisines du "village" sont une véritable industrie. Avec un budget d'environ 2,750,000 \$ et ses 270 employés, ce service sert plus de 11,150 repas par jour. Sont consommés, par mois, 10,758 gallons de lait, 56,285 livres de pommes de terre, 5,400 douzaines d'œufs, 84,476 livres de viande et environ 15,000 pains.



*En 1972, on a servi plus de 4,105,000 repas.
Combien de pains a-t-on dû cuire ?*

Le groupe de médecins qui s’y forme participe à de nombreuses réunions scientifiques et présente des travaux de recherche remarquables. En janvier 1971, le groupe décidera d’ailleurs d’offrir des traitements à certains malades à qui il demanderait de participer à ces études.

Plus rien, lorsque sonnent les années 70, ne semble pouvoir arrêter les progrès de la science humaine. Le rythme des changements techniques est devenu tel qu’on ne peut compter les innovations survenues au cours de chaque année. Saint-Jean-de-Dieu aura «comme partout ailleurs» ses bibliothèques modernes, ses services d’audiovisuel et ses départements d’informatique. Mais aucun village «nulle part ailleurs» n’aura l’héritage de courage et d’amour de Saint-Jean-de-Dieu.

En 1693, monseigneur de Saint-Vallier avait vu, le premier en notre histoire, à ce qu’un certain nombre de lits soit exclusivement assigné aux malades mentaux lors de la fondation de l’Hôpital Général de Québec.

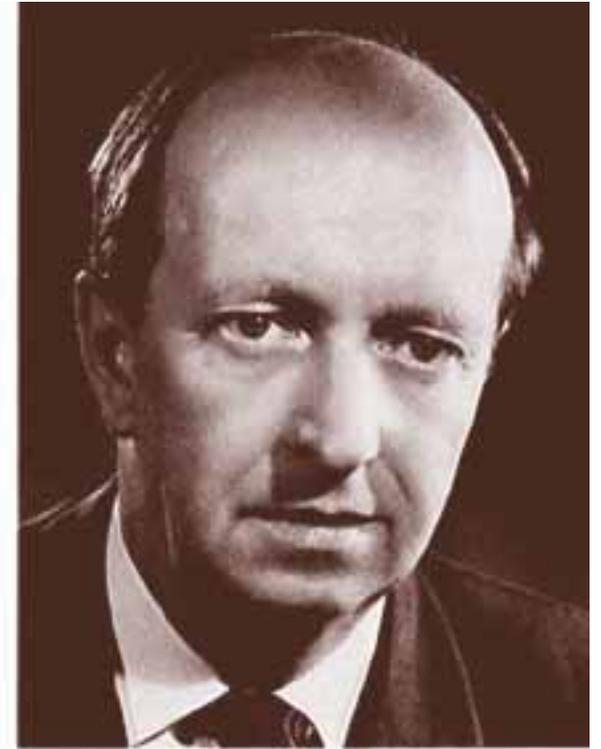
En 1843, à l’époque où Beauport ouvrait ses portes après une commission d’enquête déjà vieille de vingt ans, Émilie Tavernier, sans bruit et sans recourir aux bons offices d’une commission d’enquête, fondait un ordre religieux dont une des premières raisons d’être était le soin des faibles d’esprit.



Le sixième directeur médical, le médecin Gaston Loignon, prend la barre en 1952.



Le docteur Lucien Panaccio prend la relève en 1964.



En 1968, c'est au tour du docteur Jean-Marc Bordeleau de devenir le "grand patron". Il sera en poste jusqu'en 1971.

La destinée du village de Saint-Jean-de-Dieu tient de ces mouvements, à la fois humbles et humains, à la fois courageux et charitables.

Saint-Jean-de-Dieu a aujourd'hui cent ans.

Ici doit s'arrêter l'histoire puisqu'elle est maintenant partie du présent.

LES SUPÉRIEURES DU DERNIER QUART DE SIÈCLE



Sœur Emile-d'Alexandre
12^e supérieure
1945 - 1951



Sœur Pierre-de-Véronne
13^e supérieure
1951 - 1957



Sœur Louise-de-l'Assomption
14^e supérieure
1957 - 1959



Sœur Arthur-Joseph
15^e supérieure
1959 - 1964



Sœur Gilberte Villeneuve
16^e supérieure
1964 - 1969



Sœur Gabrielle Desrochers
17^e supérieure
1969 -



Photo aérienne du village.

Plaque du centenaire



ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE THÉRIEN FRÈRES (1960) LIMITÉE
LE 20 OCTOBRE 1975.

Index

A

aconit 57
Acte d'Union 13
aliénés 25, 27, 33
aliénistes 45, 57
American Psychiatric Association 63
Amérique 39
Angleterre 39
artisanat 55
Asile 22, 28, 47
asile 17, 19, 23, 28, 29, 31, 33, 39, 41, 47, 75, 101
asile de Beauport 31
asile de Verdun 41
asiles 39
auditorium 55
aumôniers 47

B

Baltimore 23, 33
Barolet 39, 45
Barthélemi 47
Beaubien 33
Beauport 31
Belgique 39
belladone 57
Benjamin Lamontagne 33
Bonaventure 47
Boucher de Boucherville 33
boulangerie 61
Bourget 11, 15, 17, 19, 20, 22, 25, 54, 70, 72, 75, 77, 79, 81, 91, 93
Bourque 39, 45
Bout-de-l'île 27
buanderie 35, 41
Burlington 35

C

Canada 15, 25, 64, 95
Canadian General Electric 59

certificat 63
Chambly 19
chapelle 35, 83
Chili 35
choléra 19
Church 33
Claudio Jeannet 37
Corporation 28
corporation 17, 25
Corporation dite des sœurs de l'asile de la Provid 31
corps médical 63
couvent 27, 31
couvent Saint-Isidore 27, 31, 33

D

Dames de la charité 25
David 33
dentiste 63
diocèse 41
docteur Villeneuve 63
Dorchester 31

E

eau potable 59
école 27
école d'infirmières 57
Écosse 39
Église 15
église 55
églises 41
enfance 17
États-Unis 33, 35, 59, 63
étudiantes-infirmières 61
Europe 43, 45, 63
Évêque 19
évêque 19, 41, 59

F

ferme Saint-Isidore 25
Filles de la Charité de Paris 19
fleuve 27
France 39, 45

G

Gamelin 61
gardiens 63
Gazette officielle 55
Gédéon Ouimet 31
gouvernement 31, 43, 45, 59, 61
guerre 61
guerres 15

H

Hippolyte Bergeron 45
Hochelaga 31, 33
Hôpital 3, 4, 62, 113
hôpital
7, 11, 31, 45, 48, 57, 61, 63, 66, 69, 75, 76, 81, 83, 86, 89, 95, 97, 100, 103, 107, 109
Hôpital Saint-Jean-de-Dieu 7, 11
Hospice 35, 36
hospice 15, 21, 25, 27, 31, 34, 39, 45, 55
hospices 17
hydrothérapique 45

I

idiotes 23, 31
Ignace Bourget 15
incendie 39, 55
infirmieries 35
infirmes 17, 23
infirmières 57, 61, 62, 63, 71, 97
infirmité 19
influenza 39
Italie 39

J

jardins 57
Jean-Alfred Charlebois 31

Jean-Baptiste Drapeau 27
Jean-François Têtu 35
Jésuites 41
Joseph Richard 21
Joseph-de-la-Croix 47
Jour de l'an 21

L

la lumière électrique 37
la terre Vinet 27, 33
Lapointe 25
Le Nouveau Monde 33
Lionel Groulx 13
locomotive 58, 59
loisirs 55
Londres 13
LONGUE POINTE 25
Longue Pointe 25, 31, 33, 37, 39, 41, 45, 55
Louis-H. Lafontaine 13
Louis-Hippolyte Lafontaine 13

M

M. Edmond Bourque 39
Madame Gamelin 7, 15
madame Gamelin 17, 21
malade
8, 11, 18, 19, 25, 31, 43, 47, 66, 69, 70, 71, 75, 79, 89, 93, 99, 103, 105, 107, 109, 110, 111, 113
malades 17, 31, 41
Marie-de-l'Espérance 47
Marie-Octave 47
Marie-Salomé 47
marquise de Bassano 29
médecin
39, 64, 66, 69, 71, 72, 74, 75, 77, 79, 81, 86, 95, 97, 99, 100, 101, 108, 111, 113, 114
médecin pathologiste 63
médecins 41, 45, 47
médicaments 45
Mercredi des Cendres 21
Mère Emilie Gamelin 8
mère Gamelin 23
Mère Thérèse-de-Jésus 11
Mgr Bourget 17, 19, 20, 22, 93
Michel-des-Saints 47
Mlle Clara Symes 29
Mme Gamelin 21, 23

mon-seigneur Paul Bruchési 59
Monseigneur Bourget 25
monseigneur Bruchési 47
Monseigneur Ignace Bourget 11
monseigneur Laflèche 41
Monsieur Gamelin 7
Montréal 11, 13, 15, 18, 19, 20, 25, 31, 59, 70, 81, 83, 101, 109
Montréalais 13, 17
Mount Hope 33

N

Nicolas Désautels 25
Noël 21, 61
novices 19

O

Ouimet 33

P

Pâques 21
Paris 13, 39
paroisse 47, 55
patient 8, 33, 34, 41, 57, 61, 74, 76, 77, 79, 91, 95, 97, 104, 105, 107, 109
patients 27, 31, 47, 59
pavillon 39, 43, 44, 45, 54, 55, 58, 59, 61, 70, 72, 75, 77, 79, 81, 91, 95
pension 61
pensionnaire 27, 33, 34, 37, 43, 45, 57
pharmacie 35, 43
plantes médicinales 57
presbytère 55
Prieur 45
procure 35, 61, 75, 80
Providence 7, 11, 17, 19, 22, 24, 25, 28, 31, 41, 83

Q

Québec 31, 37, 39, 81, 99, 103, 113
quête 41
quêtes 21

R

Reine Victoria 33
Résidence Sainte-Thérèse 45
restaurant 55
Rivière-du-Loup-en-Haut 19

rue Saint-Laurent 15
rue Saint-Philippe 15

S

Saint-Hubert 15
Saint-Hyacinthe 35
Saint-Jean-de-Dieu
3, 4, 7, 11, 23, 33, 36, 45, 47, 55, 58, 62, 64, 72, 81, 82, 83, 91, 103, 109, 110, 113, 115
Saint-Jean-Dorchester 25
Saint-Joseph 61
Saint-Laurent 27
Saint-Raphaël 59
Sainte-Catherine 15
Sanatorium Bourget 70
sanatorium Bourget 54
science 69, 75, 113
science médicale 63
sœur Augustine 57, 63
sœur Cléopée Têtu 31
Sœur Thérèse 39, 43, 45
sœur Thérèse 43, 55
sœur Thérèse-de-Jésus 33
Sœurs de la Providence 7, 41
sœurs de la Providence 19, 25, 28, 31
souffrance 19
subsides 61

T

Thérèse-de-Jésus 31, 33, 36, 44, 51, 75, 91
traitement 39, 45, 69, 97, 109, 111, 113
traitement pharmaceutique 45
Trois-Rivières 41
typhus 31

U

Université de Montréal 81, 83, 109
université de Montréal 70
Université de Paris 37

V

Valparaiso 35
Vermont 35
vieillesse 17
Ville-Marie 17